



La police armée populaire de Chine est une force de sécurité nationale de près de 1,5 million d'hommes et de femmes lourdement armés. Les effectifs s'entraînent ici dans une gare ferroviaire de Chongqing en janvier 2006.
© Liu Chan/Xinhua/AP Photo

Le ruisseau et le torrent

LES STOCKS ÉTATIQUES

INTRODUCTION

Ce fut un événement sans importance. En octobre 2005, des fonctionnaires yéménites révélèrent que deux AK-47 utilisés dans une attaque terroriste d'envergure à Djeddah l'année précédente avaient appartenu au ministère de la Défense yéménite (*Yemen Observer*, 2005). Le problème sous-jacent n'est pas exceptionnel car aucun Etat n'échappe à la disparition de ses armes officielles. Dans la plupart des pays, ce processus prend la forme d'un petit ruisseau, dans d'autres celui d'un courant régulier et, dans d'autres encore, il peut dégénérer en un véritable torrent.

Cette vision des arsenaux publics mettant en danger la sécurité publique nous rappelle à quel point la gestion et la sécurité des stocks revêtent une importance fondamentale. Les risques encourus sont largement connus, comme en témoigne le *Programme d'action des Nations unies* de 2001. Mais la prise de décision politique a pris du retard, à cause notamment du manque d'informations disponibles à ce sujet. Combien d'armes légères et de petit calibre sont-elles utilisées par les armées et les forces de l'ordre dans le monde entier? Quels sont les pays qui disposent des plus grands arsenaux? Lesquels courent le plus de risques de pertes?

Ce chapitre examine la répartition mondiale des armes légères parmi les forces armées financées par l'Etat. En voici les principales conclusions:

- Les rapports officiels confirment l'existence de 910.615 armes à feu détenues par les forces de l'ordre. On estime qu'il en existe environ 25,4 millions de plus, ce qui permet d'atteindre un total combiné, au niveau mondial, d'au moins 26,3 millions d'armes réservées au maintien de l'ordre.
- Les techniques d'extrapolation montrent qu'il existe au bas mot quelque 200 millions d'armes modernes à usage officiellement militaire dans le monde.
- Environ 141 millions d'armes militaires sont des fusils automatiques, quelque 27 millions sont des pistolets et des revolvers, près de 12 millions des mitrailleuses et environ 20 millions sont d'un autre type. Ces chiffres ne comprennent pas les armes plus anciennes qui peuplent toujours les stocks.
- Les stocks mondiaux des armes à feu à usage militaire sont concentrés parmi un nombre relativement faible de pays, les deux-tiers étant contrôlés par seulement dix pays.
- Mesure clé de la transparence internationale, les gouvernements ont déclaré publiquement posséder 16.328.000 armes à feu de type militaire, soit près de 8% du total estimé.
- De nombreux gouvernements sont disposés à fournir des données sur les armes légères officielles, mais il n'existe aucun mécanisme international visant à faciliter l'établissement de rapports.
- Une meilleure sécurité des stocks officiels nécessite une plus grande *transparence* et une *action anticipée* afin de pallier les risques connus et potentiels.

Ces estimations des stocks mondiaux d'armes à feu des forces de l'ordre et des arsenaux militaires sont les plus complètes jamais réalisées. En ce qui concerne les stocks des forces de police, elles révèlent des chiffres considérablement plus élevés qu'on ne le supposait antérieurement. Autrefois estimées à 18 millions (*Annuaire sur les armes légères*, 2001, p. 88; 2002, p. 104), des recherches plus exhaustives ont montré qu'il existait au moins 26,3 millions d'armes à feu. Il est presque certain que le total réel est plus élevé, vu que l'ampleur des grandes institutions de sécurité nationale (et leurs stocks d'armes) reste inconnue pour de nombreux pays.

Les estimations antérieures des stocks militaires avancées par *Small Arms Survey* oscillaient entre 226 et 241 millions d'armes (Annuaire sur les armes légères, 2001, p. 88; 2002, p. 104). Cette année, l'annuaire introduit un système de ratios d'estimation adaptés, basé sur une doctrine militaire aisément observable. Il en résulte une certitude et une précision accrues. Les stocks militaires mondiaux sont prudemment estimés à au moins 200 millions d'armes à feu. Cette approche permet également la première répartition des stocks militaires par type d'arme.

Les stocks
gouvernementaux
sont la cible de vols,
de détournements
illégaux et de ventes
douteuses.

Les armes légères que possèdent les gouvernements et qui ont été recensées dans ce chapitre constituent le stock le plus conséquent du monde. Par conséquent, elles engendrent également des risques à grande échelle. En revanche, les armes aux mains de civils sont généralement dispersées entre des millions de propriétaires qui n'en possèdent que quelques-unes. Les armes légères dans les arsenaux gouvernementaux sont concentrées aux mains d'un nombre limité de propriétaires et peuvent être déplacées en grandes quantités. Elles représenteront toujours une cible tentante pour les vols, les détournements et les ventes douteuses. Leur simple présence pose également le risque plus sérieux d'une perte de contrôle aussi soudaine que catastrophique.

LES ARSENAUX GOUVERNEMENTAUX: VASTES ET RISQUÉS

Les armes à feu détenues par les gouvernements sont nettement moins nombreuses que celles détenues par les civils, mais elles représentent la plus grande catégorie conservée dans des stocks organisés. À l'inverse des armes détenues par les civils, qui sont réparties entre des millions de propriétaires, les armes officielles, en particulier les armes militaires, ont tendance à être regroupées, ce qui en fait une cible tentante pour les vols. La perte d'armes légères individuelles semble relativement courante. Les hémorragies massives d'armes, y compris la perte d'un arsenal gouvernemental complet, ne sont pas rares.

Dans le pire des cas, des centaines de milliers, voire des millions d'armes à feu disparaissent des infrastructures gouvernementales d'un seul coup. L'effondrement du Sud-Vietnam en 1975 a permis que plus de 2,1 millions d'armes légères provenant des États-Unis tombent aux mains des Nord-Vietnamiens, créant une réserve qui allait faire l'objet d'exportations incontrôlées vers les quatre coins du monde pendant plus d'une décennie (E. Ezell, 1988, p. 444). À une moindre échelle, ce sont les pillages des arsenaux militaires ougandais en 1979 qui ont précipité la chute d'Idi Amin et permis à des groupes dissidents de gagner leur autonomie (Goldsmith, 2005). La perte, en 1991, de plusieurs centaines de milliers d'armes légères pillées lors du renversement du gouvernement somalien est un exemple mieux connu. La perte de 640.000 armes légères volées dans les arsenaux du gouvernement albanais en 1997 et le vol d'environ 4,2 millions d'armes en Irak en 2003 sont d'autres exemples encore plus célèbres (Nations unies, 2000; Annuaire sur les armes légères, 2004, p. 42-48).

Des pertes moins spectaculaires surviennent sans cesse. Voici quelques exemples de pertes irrégulières, petites et grandes, subies par les forces armées financées par les gouvernements et annoncées l'année dernière:

- Le gouvernement britannique a signalé que l'Armée britannique avait perdu dix armes en 2005, dont un fusil automatique SA-80 et quatre pistolets (Kirkup, 2005).
- En Ouganda, 86 des 872 miliciens de la Défense locale récemment recrutés ont déserté avec leurs armes alors qu'ils étaient toujours en formation (Butagira et Yumbe, 2005).
- La Chine a signalé en avril 2005 qu'elle avait récupéré 30.000 armes militaires volées depuis 1996, sans révéler l'amplitude exacte de ses pertes (Xu, 2005).
- La Fédération russe a signalé que son ministère de la Défense avait perdu 66.679 «armes à canon rayé» pour la seule année 2004 (*Novosti*, 2004).
- Les armes fournies à l'armée irakienne récréée disparaîtraient en permanence (Galbraith, 2005).

Aucun de ces rapports n'est unique ou exceptionnel. Confirmant le cliché selon lequel la pire chose qui puisse arriver à la plupart des gouvernements dans l'ère postmoderne est leur effondrement, les plus grandes catastrophes

résultent directement d'une perte soudaine du pouvoir. Ces incidents mineurs illustrent les risques inhérents aux stocks, même dans des sociétés stables. Les pires risques liés aux armes légères constituent toujours une éventualité, une conséquence inévitable de la simple existence de stocks officiels concentrés. Ce risque renforce les impératifs d'une gestion rigoureuse des stocks et de la destruction rapide des armes excédentaires, une tâche qui ne peut être accomplie que si les stocks excédentaires peuvent être identifiés.

MAINTIEN DE L'ORDRE: PERDUES AU VU ET AU SU DE TOUS

Les armes légères des forces de police illustrent on ne peut mieux la difficulté d'inventorier les armes, alors qu'elles se trouvent au quotidien sous les yeux du public. Dans certains pays, certes, les services du maintien de l'ordre détiennent de vastes arsenaux cachés. D'une manière plus générale, toutefois, les armes des forces de l'ordre sont difficiles à cerner, précisément parce qu'elles sont bien visibles. A l'instar de la lettre volée d'Edgar Allen Poe, la plupart des armes des forces de l'ordre sont facilement visibles. Les services de police ne conservent pas souvent de grands stocks. La plupart de leurs armes équiper les officiers assermentés et les véhicules de patrouille; les armes que l'on voit sont les seules qu'ils possèdent (Annuaire sur les armes légères, 2001, p. 68-70). Il y a des avantages à ne pas cacher les armes des forces de l'ordre; leur effet dissuasif est exacerbé par une exposition franche. Toutefois, l'exhibition opérationnelle des armes diffère totalement de la transparence institutionnelle. Dans la plupart des pays, les stocks totaux d'armes légères appartenant aux forces de l'ordre sont dissimulés en raison de la réticence officielle.

Même lorsque les gouvernements veulent contribuer à la transparence internationale en matière d'armes légères, les stocks des forces de l'ordre peuvent contrecarrer ces bonnes intentions. Voici les obstacles les plus sérieux à l'estimation de la totalité des armes légères détenues par les forces de police:

- Le fédéralisme et la décentralisation créent souvent des *juridictions stratifiées* et des services de police légalement indépendants, armés séparément, sans tenue de registres centralisés.
- Les exigences multidimensionnelles du maintien de l'ordre et la *spécialisation institutionnelle* conduisent à l'établissement de nombreux services, chacun avec des spécifications indépendantes en matière d'armes légères, d'achat et de contrôle des stocks.
- Dans de nombreux pays, juridictions et services spécifiques, les officiers de police doivent *acheter* l'ensemble ou une partie de leur armement *à titre privé*.

Vu que de nombreux services de police distribuent la plupart de leurs armes au lieu de conserver des stocks officiels, leurs armes tendent à être moins sujettes à des pertes catastrophiques que celles des forces armées. En revanche, comme les officiers individuels portent systématiquement leurs armes, les emportent souvent chez eux ou ont accès aux arsenaux locaux, le vol à petite échelle est plus courant. Des témoignages isolés, généralement des rapports sur la criminalité individuelle, donnent à penser qu'un flux régulier d'armes appartenant à des forces de police parvient entre les mains de civils. Les rapports concernant des armes de police perdues et transférées illégalement concernent souvent:

- des cambriolages dans les bureaux de police en vue de voler des armes;
- des agressions d'officiers de police au cours desquelles une arme est perdue;
- des officiers qui vendent leurs armes fournies par le gouvernement (un problème particulièrement sérieux dans les pays plus pauvres);
- des officiers qui dérobent des armes sur les scènes de crime et dans les lieux où sont entreposées les pièces à conviction (des rapports isolés donnent à penser qu'il s'agirait d'un problème généralisé); et
- des officiers qui abusent de leurs droits d'acheter des armes en opérant de faux achats pour des individus qui n'ont pas de permis.

Tableau 2.1 Stocks connus des armes à feu des forces de l'ordre

Pays/Territoire	Organisation	Population	Officiers assermentés	Population /officier	Proportion armée	Total armes légères	Ratio armes à feu par officier	Année	Sources
Belgique	police	10.364.000	17.767	583		23.953	1,3	2000	SAS (2001, p. 69)
Bulgarie	police	7.450.000	27.000	276		59.400	2,2	2004	Rynn, Gounev, et Jackson (2005, p. 13)
	pompiers		5.000			5.500			Rynn, Gounev, et Jackson (2005, p. 13)
	gendarmerie		2.000			4.400			Rynn, Gounev, et Jackson (2005, p. 13)
	prison administration		5.850			6.435			Rynn, Gounev, et Jackson (2005, p. 13)
République centrafricaine	police	3.900.000	1.685	2.315	0,46	1.072	0,6	2003	SAS (2005, pp. 306, 307, 312)
Angleterre et Pays de Galles	police	54.218.000	180.107	301	0,10	36.000	0,2	2004	Faltas et Chrobok (2004, p. 32)*
Allemagne-Sarre	police sarroise	1.061.000	2.750	386	1,00	5.344	1,9		Faltas et Chrobok (2004, p. 43)
Jamaïque	police	2.735.000	8.500	322	1,00	9.000	1,1	2004	Correspondance avec Small Arms Survey, 4 novembre 2004
Japon	police	127.400.000	240.000	530		250.000	1,0	2004	Correspondance avec Small Arms Survey, mai 2004
Macédoine	police	700.000	7.500	93		23.000	3,1	2003	Grillot (2004, p. 13)
Monténégro	police	2.049.000	4.227	485		5.157	1,2		Florquin et Stoneman (2004, p. 7)
Nouvelle-Zélande	police	4.035.000	7.038	573		2.000	0,3	2005	Alpers et Twyford (2003, p. 15)

Norvège	police	4.593.000	7.500	612				9.000	1,2	2000	SAS (2001, p. 70)
Papouasie Nlle-Guinée	police	5.545.000	5.000	1.109				4.800	1,0	2004	Alpers (2005, p. 48)
	gardiens de prison		1.279					3.000		2004	Alpers (2005, pp. 48-49)
Philippines	police	87.857.000	117.376	749	0,70			82.000	0,7	2004	Clepano (2004)
Ecosse	police	5.062.000	14.810	342	0,10			3.000	0,1		Faltas et Chrobok (2004, pp. 32-33); interview de Mo Poole, juin 2004*
Serbie	police	8.104.000	35.400	229	0,45			53.100	1,5	2004	Taylor, Phillips, et Bogosavljevic (2005, pp. 17-18)
Sierra Leone	police	5.300.000	7.000	757				3.200	0,5		Interview de Mo Poole, juin 2004
Afrique du Sud	police	45.300.000	101.022	448				262.062	2,6	2004	Gould et Lamb (2004, pp. 150-51, 231; total après la destruction de 75.000 armes policières 1999-2003; population de IISS, 2005, p. 397
Etats-Unis	FBI	293.000.000	11.523		1,00			49.600		2002	US GAO (2003, pp. 3, 31)
	DEA		4.161					14.921		2002	US GAO (2003, pp. 3, 31)
	Pêche & Forêts		888					5.234		2002	US GAO (2003, pp. 3, 31)
Yougoslavie	police	23.500.000	40.000	588	1,00			290.000	7,3	1989	Armes à feu de Gorjanc (2000), population de Curtis (1990)
Moyenne									1,5		
Moyenne sans cas atypiques									1,3		

Remarque: chiffres de la population de l'époque - volumes annuels provenant de l'IISS, *The Military Balance*, sauf mention contraire.

* Armes à feu pour l'Angleterre, le pays de Galles et l'Ecosse, sur base de l'hypothèse selon laquelle chaque officier armé possède deux armes à feu.

Les données relatives à l'ensemble ou à une partie des stocks d'armes des forces de l'ordre sont de notoriété publique pour 19 pays. Ces informations se rapportent généralement à la police. Ensemble, ces renseignements indiquent en moyenne 1,5 armes à feu par officier assermenté, ou 1,3 par officier en excluant les statistiques atypiques (voir tableau 2.1). Pour les pays pour lesquels nous ne disposons pas de ces données, les estimations relatives à la police nationale peuvent être calculées, soit en multipliant la moyenne de 1,3 par le nombre total d'officiers assermentés, soit, lorsque le nombre d'officiers assermentés est inconnu, en estimant à la fois le nombre d'officiers et les armes qu'ils possèdent. Le nombre d'officiers de police est connu pour 71 pays et varie en fonction des régions d'une moyenne d'un officier pour 901 habitants en Afrique sub-saharienne à un officier pour 356 habitants dans les Amériques et au Moyen-Orient (voir tableau 2.2).

En extrapolant aux pays des différentes régions pour lesquels nous manquons de données les moyennes des chiffres connus pour les armes policières et les effectifs, nous obtenons une estimation mondiale des forces de police. Au total, les autorités ont révélé ou confirmé l'existence de 910.615 armes à feu appartenant actuellement aux forces de l'ordre (principalement la police). Ce total exclut les données pour l'ex-Yougoslavie, qui n'existe plus. L'extrapolation à partir des taux moyens d'armement policier et des effectifs tend à suggérer qu'il pourrait exister environ 25,4 millions d'armes supplémentaires appartenant aux forces de l'ordre, ce qui donnerait un total combiné d'au moins 26,3 millions d'armes légères appartenant aux forces de l'ordre (voir annexe I¹). Ce chiffre inclut les armes des officiers de police assermentés, ainsi que de toutes les forces de gendarmerie et paramilitaires (sécurité nationale) connues. Il n'englobe pas les autres services de maintien de l'ordre, comme les services secrets, les forces de police spécialisées, les gardes forestiers ou les gardiens de prison.

Malgré l'absence de données exactes, la police semble constituer près de la moitié de tous les effectifs de maintien de l'ordre dans le monde. La seconde catégorie, la plus grande, semble réunir les forces paramilitaires, en particulier les gendarmeries. Conçues pour maintenir l'ordre national, ces forces disposent souvent de systèmes d'armements importants, tels que des véhicules blindés inaccessibles à la police ordinaire. Elles peuvent également disposer d'un nombre d'armes par effectif nettement plus élevé. En Chine, par exemple, la police armée populaire (PAP), une gendarmerie d'environ 1,5 million d'hommes, semble être pourvue d'à peu près le même équipement d'armes légères que l'Armée de libération du peuple². Bien que les témoignages soient très limités, les quelques exemples disponibles donnent à penser que ces autres services du maintien de l'ordre pourraient être trois ou quatre fois plus lourdement armés que la police ordinaire (voir tableau 2.3). Si ce raisonnement s'avère exact, cela impliquerait que le total de 26,3 millions d'armes à feu appartenant aux forces de l'ordre que nous avons suggéré ici est une nette sous-estimation du total mondial réel.

Cette estimation présente une autre faiblesse: elle omet de mesurer les différences entre des types spécifiques d'armes appartenant aux forces de l'ordre. Des observations informelles révèlent que dans certains pays la police porte des armes de poing, tandis que dans d'autres elle patrouille systématiquement avec des fusils automatiques. Les services de maintien de l'ordre manifestent une tendance marquée à investir dans des armes plus puissantes, en particulier depuis les années 1980 lorsque les criminels ont commencé à utiliser plus fréquemment des armes automatiques.

Tableau 2.2 Nombre moyen d'officiers de police assermentés pour les pays connus, par région (population par officier)

Région	Pays connus	Moyenne	Moyenne sans cas atypiques
Amériques	18	368	356
Asie-Pacifique	18	512	496
Europe	13	401	384
Moyen-Orient	9	410	356
Afrique subsaharienne	13	840	901

Source: Annexe 1

Tableau 2.3 Armes à feu policières par rapport aux autres services de maintien de l'ordre

Pays	Agence	Effectifs	Armes à feu	Armes/pers.	Année	Source
Papouasie-Nouvelle-Guinée	police	5.000	4.800	0,96	2004	Alpers (2005, p. 48-49)
	Gardiens de prison	1.279	3.000	2,3	2004	Alpers (2005, p. 57, 26)
Etats-Unis	police	641.000	831.000	1,3	2000	SAS (2001, p. 70-71)
	FBI	11.523	49.600	4,3	2002	US GAO (2003, p. 3, 31)
	DEA	4.161	14.921	3,6	2002	US GAO (2003, p. 3, 31)
	Pêche et forêt	888	5.234	5,9	2002	US GAO (2003, p. 3, 31)

Source: Annexe I

Pour s'aligner sur la puissance de feu des civils, les services de maintien de l'ordre ont été contraints d'investir davantage dans des fusils automatiques et des lance-grenades. En 2004, par exemple, la police norvégienne a fait l'acquisition de fusils automatiques (Solholm, 2004). En 2005, la police néo-zélandaise a annoncé son intention de remplacer d'anciens fusils de chasse par des fusils AR-15 (Pierard, 2005). La police iranienne a acheté de grandes quantités de fusils *sniper* autrichiens (Jahn, 2005). Même le Royaume-Uni envisage l'armement systématique de ses officiers assermentés.

VERS UNE COMPRÉHENSION CUMULATIVE DES STOCKS MILITAIRES

Cinq ans après la première édition de l'*Annuaire sur les armes légères*, des données précises sur les stocks d'armes légères militaires ont été réunies pour 23 pays. La principale source de données a été consacrée aux recherches nationales, menées en coopération avec les gouvernements concernés. Le tableau 2.4 représente les efforts collectifs de la communauté des chercheurs sur les armes légères et des gouvernements qui les ont soutenus.

Deux entrées font référence à des pays qui ont disparu depuis lors; elles n'apparaissent qu'à des fins analytiques. Les déclarations gouvernementales et communiqués similaires hautement fiables portent sur 16,3 millions d'armes à feu militaires confirmées (voir tableau 2.4), et concernent 23 des 196 pays souverains dans le monde aujourd'hui. Combinés à deux cas historiques – l'Allemagne de l'Est et la Yougoslavie – pour un total de 25 pays, il s'agit là de la meilleure base disponible pour une extrapolation mondiale. Seuls les cas reposant sur des *données provenant de sources officielles* sont présentés. Plusieurs sont incomplets. La Norvège et la Suisse n'ont mentionné que les armes de poing et les fusils. Les chiffres de l'Australie et du Venezuela ne couvrent qu'un type de fusil automatique – bien qu'il s'agisse du type d'arme prédominant. La plupart des pays ne fournissent des données que sur les armes à feu militaires, et non sur l'ensemble des armes légères et de petit calibre. En outre, pour la plupart des pays, nous ne disposons d'aucune information sur les stocks d'armes à feu militaires plus anciennes et obsolètes comme les carabines à verrou. Vu les données incomplètes, le modèle a tendance à *sous-estimer* les totaux mondiaux réels.

Comme les données officielles, tous ces chiffres ont été validés à leur valeur nominale. Aucun n'a été exclu de manière arbitraire à cause du risque d'exposer les résultats aux préjugés des chercheurs. Les chiffres relatifs aux effectifs proviennent des études de cas de pays et de l'Institut international des études stratégiques, le cas échéant. Seules les *forces armées officielles* sont prises en compte. La gendarmerie, les paramilitaires, le ministère de l'Intérieur, les services secrets, les douanes et les effectifs affectés au contrôle des frontières sont considérés comme du personnel de maintien de l'ordre, tel que mentionné ci-dessus.

Tableau 2.4 Stocks d'armes à feu à usage militaire de 25 pays/provinces

Pays	Total des effectifs militaires	Total des armes à feu	Année	%	Sources
Albanie	21.500	148.742	2005	6,7	Holtom <i>et al.</i> (2005, p. 36–37)
Australie	96.612	280.000	1987	2,9	E. Ezell (1988, p. 45). Spécification pour les fusils AUG uniquement
Bosnie-Herzégovine	84.600	450.000	2001	5,3	Zivalj (2001) ^a
Bulgarie	100.000	504.096	2004	5,0	Rynn (2005, p. 11–13)
Cambodge	204.000	390.000	1991	1,9	Wille (2005) ^b
Canada	102.400	233.949	2000	2,3	DFAT canadien 2001, dans SAS (2001, p. 73)
République centrafricaine	4.442	5.552	2003	1,3	SAS (2005, p. 312) ^c
République tchèque	49.450	500.000	2003	10,0	Macha (2003)
Estonie	15.300	83.550	2005	5,5	Déclarations combinées; fusils uniquement
Finlande	462.000	531.000	2003	1,1	Lettre du ministre de la Défense finnois à Small Arms Survey, le 21 août 2003
RDA	460.700	1.205.725	1990	2,6	Nassauer (1995, p. 57); Faltas et Chrobok (2004, p. 41)
Jamaïque	3.783	7.000	2004	1,9	Correspondance de la Mission permanente de la Jamaïque auprès du Bureau des Nations unies à Genève à Small Arms Survey le 4 novembre 2004
Macédoine	33.000	85.446	2003	2,6	Grillot <i>et al.</i> (2004, p. 16); réservistes fournis par l'IISS (2004)
Malaisie	156.600	255.000	1987	1,6	E. Ezell (1988, p. 257); fusils uniquement
Norvège	248.700	295.070	2000	1,2	Ministère de la Défense norvégien dans SAS, 2001, p. 73; fusils et pistolets uniquement
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3.100	7.200	2004	2,3	Alpers (2005, p. 51, 52) ^d
Serbie	345.300	789.016	2004	2,3	Taylor, Phillips et Bogosavljevic (2005, p. 18-20); réservistes de l'IISS (2004)
Afrique du Sud	115.750	350.636	2004	3,0	Gould et Lamb (2005, p. 155)
Suède	289.600	920.000	1999	3,2	Justiedepartementet (1999, pp. 27, 36, 74, 112–15)
Suisse	175.000	324.484	2004	1,9	Personnel fourni par l'IISS (2004); Swisinfo (2004)
Togo	6.950	12.850	2000	1,8	Togo au Registre des NU sur les armes, 2001
Ukraine	1.187.600	7.000.000	2005	5,9	Polyakov (2005, p. 9, 49); total susceptible d'être plus élevé
Etats-Unis	2.515.300	3.054.553	2002–05	1,2	Stout (communication privée), août 2005); autres services, SAS (2002, p. 85)
Venezuela ^e	67.300	100.000	2005	1,5	Stratfor.com (2001); fusils uniquement
Yougoslavie	705.000	3.115.000	1989	4,4	Gorjanc (2000)
Moyenne des 25 cas connus				3,2	

a. Wilkinson (2005) signale 761.000 armes à feu, pour un ratio de 4,0.

b. Les fourchettes de chiffres présentées par Wille ont été transformées en une moyenne.

c. Ne comprend pas la Garde présidentielle, composée de 1.000 soldats et de 3.000 armes légères et de petit calibre.

d. Grandes quantités d'armes perdues selon Alpers (2005); nombre de soldats fourni par l'IISS (2004, p. 185).

e. Les chiffres liés aux effectifs n'englobent pas les 23.000 soldats de la Garde nationale, une gendarmerie.

Remarque: le total combiné s'élève à 16.328.144 pour les 23 pays existants, 20.648.869 avec l'ex-République démocratique d'Allemagne et l'ex-Yougoslavie.

La diversité de ses fondements donne à cette approche une force considérable. Elle inclut quelques-uns des plus grands et des plus petits pays du monde, quelques-uns des plus riches et des plus pauvres et des pays de toutes les régions à l'exception de l'Asie centrale et du Nord-Est. Elle comprend un éventail diversifié de stratégies militaires et de doctrines tactiques, ce qui revêt une importance capitale pour l'analyse des stocks militaires.

L'une des ironies caractéristiques de la politique mondiale relative aux armes légères est que l'on en sait bien plus sur le désarmement et la destruction des armes légères que sur ses stocks effectifs. Autrement dit, nous en savons bien davantage sur ce dont nous nous débarrassons que sur ce que nous possédons. L'Allemagne et la Fédération russe en sont des exemples manifestes. De nombreux Etats qui ne répondent pas aux demandes de données sur les armes légères que possèdent leurs propres armées n'hésitent pas à publier des chiffres sur les programmes de destruction militaires qu'ils financent dans d'autres pays. En témoignent les exemples de la France, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suède³. Sans données correspondantes sur les stocks des forces armées financées par l'Etat, il est toutefois impossible d'évaluer l'importance de ces efforts de destruction. Un nombre encore plus grand de pays parlent beaucoup de la destruction des armes confisquées aux civils et aux milices illicites, dont la Chine et de nombreux gouvernements africains, sans révéler quoi que ce soit de leurs stocks d'armes officielles.

QUATRE CLÉS POUR COMPRENDRE LES SPÉCIFICATIONS DES ARMES LÉGÈRES MILITAIRES

Dans un monde plus simple, les stocks d'armes légères militaires pourraient être extrapolés à l'échelle mondiale en faisant la moyenne des totaux de quelques pays connus et en appliquant le taux obtenu au reste du monde. Cette moyenne est aisément calculée à partir d'exemples connus faisant état de 3,1 armes à feu par soldat de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air. Mais il s'agit d'une méthode trop approximative pour obtenir une idée significative des stocks militaires de pays aussi disparates que la Chine et le Paraguay, les Pays-Bas et les Seychelles. De la même manière, il n'existe aucune preuve d'une corrélation convaincante entre la richesse et la demande d'un Etat, bien que cela reste une hypothèse de départ valable. Dans la pratique, certains des pays les plus pauvres font partie des pays les mieux armés (la Corée du Nord n'est que l'exemple le plus criant parmi tant d'autres), tandis que quelques-uns des Etats les plus riches réduisent délibérément leurs forces armées (comme la Norvège et la Suisse).

Une plus grande précision peut être obtenue par le biais d'un modèle basé sur les nuances des préférences officielles. En l'occurrence, cet élément est pris en compte en mettant l'accent sur la stratégie et la doctrine militaires. Caractéristiques déterminantes des forces armées d'un pays, elles expliquent leur raison d'être et les méthodes de combat qu'elles préconisent. Dans la pratique, les forces armées financées par l'Etat relèvent de quatre groupes distincts, chacun prônant une approche distincte en matière d'acquisition des armes légères et de la gestion des stocks. Comme l'indiqueront les exemples réunis dans le tableau 2.4, ce sont avant tout la stratégie et la doctrine militaires qui déterminent les besoins militaires. Si les armes légères sont essentiellement des armes d'infanterie, tous les pays n'ont pas l'intention de mobiliser ou d'utiliser leur infanterie de la même manière. Les différences affectent directement la quantité d'armes légères dont les armées d'un pays ont besoin.

Pour permettre une extrapolation précise pour 166 pays (de plus de 400.000 habitants), il est nécessaire de subdiviser les 23 exemples connus en quatre grandes écoles doctrinales. Ces catégories constituent quatre clés pour estimer les stocks d'armes à feu militaires ailleurs. Ces quatre clés sont bien connues dans la planification stratégique: la guerre trinitaire, la guerre populaire, les forces constabulaires et les forces réservistes. Bien que ces catégories soient apparues à d'autres fins, elles sont développées ici de manière *empirique*, pour expliquer des approches nationales divergentes en matière d'acquisition des armes légères militaires.

Bien que toutes les forces armées financées par l'Etat s'apparentent à l'une de ces catégories, tous les pays n'y correspondent pas de la même manière. Chaque catégorie comprend au moins un exemple différent en termes d'armes à feu par soldat. Dans chaque cas, ces pays présentent un nombre total d'armes inférieur ou supérieur à celui que l'on attendait, généralement en raison de l'évolution rapide des priorités stratégiques ou de considérations historiques

On en sait bien plus sur le désarmement et la destruction que sur les inventaires.

uniques. Leur présence renforce un aspect essentiel qui caractérise les stocks nationaux d'armes légères: ils peuvent être extrêmement flexibles. Une seule décision d'acquisition, une décision de détruire des surplus ou une modification des effectifs peut également changer les proportions élémentaires des armes légères. Par conséquent, aucun système d'estimation ne peut être extrêmement précis à tous les niveaux. En revanche, son rôle consiste à souligner la *singularité*.

Les armées trinitaires: les armes légères, armes du dernier recours

Les forces armées traditionnelles financées par l'Etat sont des institutions militaires conçues pour la guerre trinitaire. Bien que les théoriciens stratégiques ne se lassent pas de souligner leur caractère historique exceptionnel, créées en réaction aux expériences européennes et westphaliennes distinctives, ces forces armées ont acquis la patine de la normalité (Metz, 1994-95; Villacres et Bassford, 1995). Comme l'expliquait von Clausewitz il y a près de deux siècles, il s'agit d'une approche de la guerre basée sur un système unique de distinctions entre l'Etat, l'armée et l'ensemble des citoyens. La guerre trinitaire considère les forces armées comme un élément déterminant de la sécurité internationale, séparé de l'Etat qu'elles servent et du peuple qu'elles protègent (Clausewitz, 1831/1991, p. 212-13, 962, 964-65)⁴. Instrument de la politique nationale, les armées trinitaires sont destinées principalement à servir les intérêts de l'Etat contre ses ennemis étrangers (Paret, 1976).

Configurées principalement pour les opérations contre des forces armées d'autres Etats conçues de la même manière, les armées trinitaires tendent à être minutieusement entraînées aux opérations hautement spécialisées. Dans le monde contemporain, leurs tactiques opérationnelles sont dominées par des systèmes d'armement importants, déployés en vue d'une issue décisive par la bataille formelle et engagés dans le but d'éliminer la capacité de l'adversaire à se battre (van Crevald, 1991, p. 35-42). Les armées trinitaires se distinguent par d'importants composants en service actif et une large dépendance des grands systèmes d'armes conventionnelles. Les soldats munis d'armes légères jouent un rôle important, bien que résiduel, dans la guerre trinitaire. Cette division du travail explique pourquoi de nombreuses grandes institutions militaires consacrent nettement plus d'argent aux systèmes d'armement importants qu'à l'équipement d'infanterie.

Le surnombre d'effectifs est utile dans les armées trinitaires. Et elles possèdent des stocks d'armes légères concomitants (voir tableau 2.5). Néanmoins, les armes à feu ne sont pas les principales armes de la conquête et de la résistance trinitaires.

Tableau 2.5 Exemples de stocks trinitaires d'armes à feu à usage militaire

Pays	Personnel en service actif	Réservistes	Total des effectifs en uniforme	Total des armes à feu	Année	Ratio
Australie	70.456	26.112	96.568	280.000	1987	2,9
Canada	62.000	36.900	103.900	233.949	2000	2,3
Rép. démocratique d'Allemagne	137.700	323.000	460.700	1.205.725	1990	2,6
Macédoine	12.000	21.000	33.000	85.446	2003	2,6
Serbie	65.300	280.000	345.000	789.000	2004	2,3
Afrique du Sud	55.750	60.000	115.750	350.300	2004	4,2
Etats-Unis	1.473.960	1.290.988	2.746.948	3.054.553	2002-05	1,1
Moyenne						2,6

Sources: voir tableau 2.4

Aujourd'hui plus que jamais, les institutions militaires conçues selon ces principes tendent à ne pas conserver de vastes surplus d'armes légères; elles ne projettent plus des opérations d'infanterie massives. Les Etats-Unis sont un exemple extrême, avec des forces armées taillées pour les opérations centrées sur le réseau et aucune perspective de recrutement à grande échelle dans l'infanterie. S'engageant à ne jamais se battre avec une infanterie massive, comme le souligne sans cesse le secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld, les Etats-Unis ne possèdent aucun stock officiel d'armes légères militaires et un taux exceptionnellement faible d'armes à feu par soldat⁵.

Bien que leurs stocks officiels tendent à être relativement faibles, même les pays possédant des armées trinitaires peuvent avoir des réserves cachées. Cette hypothèse a été suggérée en 1990, par la révélation du plan secret Echelon prévoyant une résistance de guérilla armée en Europe occidentale après une invasion soviétique. Dans le cadre d'Echelon, des armes légères auraient été cachées à différents endroits d'Europe occidentale (Fitchett, 1990). Leur nombre et leur sort n'ont jamais été révélés. Elles ne sont pas incluses ici.

La guerre populaire et les arsenaux historiques: les armes légères avant tout

Une approche très différente de la guerre consiste à considérer le combat aux armes légères comme le fondement même de la sécurité nationale. En adaptant les traditions de guérilla de la guerre révolutionnaire à la défense de l'Etat, la guerre populaire met l'accent sur la mobilisation de quantités massives de fantassins légèrement armés. Inspirée directement ou indirectement des notions maoïstes de la résistance et de la conquête, cette stratégie repose sur l'infanterie et des partisans équipés essentiellement d'armes légères. Dans la formulation classique «Sans conteste, la source de la guérilla réside dans les masses du peuple, qui organisent des unités de guérilla directement de leur propre initiative» (Mao, 1965, chap. 5). L'implication la plus utile pour les fins actuelles est l'ampleur de leurs stocks d'armes légères militaires. Les arsenaux s'étendent au fil du temps pour armer non seulement le personnel militaire en uniforme mais éventuellement aussi tous les secteurs de la société politiquement dévoués ou patriotiques⁶. Il en résulte un stock militaire national bien plus important que le nombre d'effectifs en service actif, voire que le personnel militaire réserviste (voir tableau 2.6). Dans un pays où chacun est un combattant potentiel, il doit y avoir des armes pour pratiquement tout le monde.

Bon nombre de pays prônant la guerre populaire se distinguent spécifiquement par les énormes organisations militaires d'officiers de réserve (voir encadré 2.1). Beaucoup – mais pas toutes – ont atteint leur apogée vers le milieu

Tableau 2.6 Exemples de stocks d'armes à feu des guerres populaires et des armées historiques

Pays	Personnel en service actif	Réservistes	Total des effectifs en uniforme	Total des armes à feu	Année	Ratio
Albanie	21.500	0	21.500	145.000	2005	6,7
Bosnie-Herzégovine	24.672	60.000	84.600	450.000	2001	5,3
Bulgarie			100.000	504.000	2004	5,0
République tchèque			49.450	500.000	2003	10,0
Estonie	6.600	8.700	15.300	83.550	2005	5,5
Yougoslavie			705.000	3.115.000	1989	4,4
Ukraine	187.600	1.000.000	1.187.000	7.000.000	2005	5,8
Moyenne						6,1

Sources: voir tableau 2.4



Spectacle annuel de propagande nord-coréen en 2005. Ce pays constitue un exemple extrême d'armée de «Guerre populaire» fondée sur une infanterie massive. © Ng Han Guan/AP Photo

des années 1980 avant de décliner à mesure que l'accélération des changements technologiques a fait perdre à la guerre populaire une large part de sa crédibilité. Vu que les armes associées à ces structures de réserve sont supposées être conservées, même après la réorganisation, les anciens totaux d'effectifs ont été utilisés pour calculer les stocks probables d'armes à feu⁷.

L'échelle exceptionnelle de cette planification de la mobilisation a de profondes implications pour l'estimation des stocks mondiaux d'armes légères militaires; il s'agit des pays qui présentent la plupart des plus grands stocks nationaux. Vu les grands volumes impliqués, des précautions ont été prises pour réduire le risque d'erreur. Les *arsenaux historiques* d'Europe de l'Est forment une base d'extrapolation particulièrement problématique. Au lieu d'une moyenne empirique de 6,1 armes à feu par personne, typique des armées historiques connues, l'analyse repose au contraire sur un taux inférieur de 4,8 armes à feu par effectif en service actif. Ce chiffre inférieur d'environ 20% permet de s'assurer que les estimations restent cohérentes et prudentes. Pour les pays dont les organisations de réserve dépassent la taille du personnel en service actif d'un facteur de trois ou plus, le nombre total des armes à feu militaires a été calculé à l'aide de la formule:

$$T = A(4.8) + R(1.2)$$

où A fait référence au nombre le plus élevé d'effectifs en service actif depuis 1970 et R désigne le nombre le plus élevé de réservistes pour la même année. Cette approche a été utilisée pour des armées de guerre populaire notoires comme la Chine, Cuba, la Corée du Nord et le Vietnam ainsi que pour des pays qui ont longtemps entretenu une mobilisation comparable comme le Brésil, l'Iran et l'Espagne. Ceci compense les allégations selon lesquelles certaines organisations de réserve auraient des rôles purement logistiques et pourraient ne pas être systématiquement armées. La procédure tend également à pécher par excès de prudence, supposant arbitrairement une limite relativement modeste des projets de mobilisation. L'utilisation d'un ratio inférieur pour les éléments de réserve réduit la taille estimée des

Encadré 2.1 Les forces de réserve et les stocks d'armes légères

Les plus grandes forces de réserve du monde contribuent directement aux principaux arsenaux d'armes légères contrôlés par l'Etat, un élément majeur dans les stocks mondiaux. La Chine et la Corée du Sud montrent que la priorité doctrinale accordée à l'infanterie massive et aux fantassins réservistes crée une demande exceptionnelle en armes légères. En raison de leur taille importante, ces stocks constituent une source majeure d'inquiétude à l'échelle internationale, suscitant des risques sérieux de revente ultérieure ou de perte catastrophique.

Corée du Nord: la mobilisation massive reste le fondement de la stratégie de sécurité nord-coréenne (Kwo'n). Plus que pour la plupart des grandes armées, l'armée populaire coréenne (APC) présente une concentration élevée de troupes terrestres, avec plus d'un million d'effectifs en service actif dans l'armée de terre, organisés en 153 divisions et brigades. A titre de comparaison, l'armée des Etats-Unis se compose de dix divisions. La large priorité accordée aux opérations militaires est une manifestation directe de la doctrine politique *Songun Chongchi* [l'armée d'abord], une approche adoptée par le dirigeant nord-coréen Kim Jong Il en 1995. Elle vise à résoudre ... «tous les problèmes surgissant dans la révolution et la construction selon le principe qui consiste à donner la priorité aux affaires militaires et fait progresser la cause générale du socialisme qui repose sur l'armée comme le pilier de la révolution»⁸.

Songun Chongchi a renforcé l'ancienne idéologie nord-coréenne *Chu'che* de l'autosuffisance extrême, qui a déjà entraîné le stockage de munitions, de nourriture et de pétrole dans les infrastructures souterraines pour soutenir plusieurs mois de combat sans aide étrangère. Si l'on en croit Séoul, en 1989, Pyongyang aurait stocké quelque 990.000 tonnes de munitions (grosso modo 1,8 fois ce que l'on a trouvé en 2003 en Irak, un pays comptant une démographie identique)⁹. L'expansion de l'APC à près de 1,2 millions d'hommes à temps plein dans les années 1990 est une autre conséquence de cette conception (*North Korea Country Handbook*, 1997, p. 33).

La création d'une organisation massive de réservistes est un autre aboutissement des prédispositions idéologiques. Selon la source la plus digne de foi, «...près de 30% de l'ensemble des Nord-Coréens âgés entre quinze et soixante ans sont mobilisés dans les unités de réserve». Ils sont répartis en:

«... Une unité d'entraînement militaire de réservistes qui comprend environ 1,7 millions de personnes (des hommes de 17 à 45 ans et des femmes célibataires de 17 à 30 ans) ...mobilisés ... pour un total de quarante jours d'entraînement sur l'année.

La milice des travailleurs-paysans qui est une combinaison d'hommes plus âgés, de 45 à 60 ans, d'hommes âgés de 17 à 45 ans ainsi que de femmes célibataires âgés de 17 à 30 ans qui ...s'entraînent pour un total de trente jours sur l'année. Ils totalisent actuellement 4,1 millions de personnes.

Les jeunes Gardes rouges se composent de 1,2 millions d'étudiants - garçons et filles - de l'école secondaire supérieure âgés de 14 à 16 ans ... enrôlés pour une session d'entraînement obligatoire de quatre heures tous les samedis...» (République de Corée, 1999)¹⁰.

Ces chiffres suggèrent une réserve totale de sept millions d'hommes. Alors que la plupart des organisations réservistes ont des arsenaux prédestinés pour faciliter la mobilisation massive, les jeunes Gardes rouges semblent être essentiellement une organisation d'entraînement capable de ne mobiliser que trois-quarts de ses membres (Bermudez, 2001, p. 169).

Contrairement aux armées de métier qui ont culminé dans les années 1990 avant de décliner peu de temps après, les réservistes ont continué de voir leurs effectifs augmenter. Une autre source importante soutient que les forces de réserve totalisaient 7,45 millions d'hommes en 1999 (Bermudez, 2001, chap. 6). Selon le Livre blanc de la défense sud-coréenne de 2004, les organisations de réserve de la Corée du Nord comptent aujourd'hui 7,7 millions d'hommes (Fifield, 2005). Pour plus de certitude, nous avons utilisé en l'occurrence le chiffre de six millions. Avec 1,2 millions d'effectifs en service actif et au moins six millions de réservistes armés, la Corée du Nord disposerait d'environ 13 millions d'armes à feu militaires [1,2 mio (4,8) + 6 mio (1,2)], ou une fourchette probable de 10 à 16 millions d'armes à feu militaires.

Chine: l'armement de l'Armée de libération du peuple (ALP) est une autre source d'ambiguïté. L'orthodoxie maoïste encourageait des acquisitions gigantesques d'armes légères, bien que les stocks réels n'aient jamais correspondu aux besoins. Au début des années 1960, par exemple, «la paysannerie chinoise était organisée par le biais d'un système de communes en une vaste milice populaire. Celle-ci incluait au total près d'un quart de la population. La milice recevait un entraînement simple, souvent *avec des fusils en bois*»¹¹. En tant qu'héritiers de la tradition maoïste, les généraux chinois honorent le concept de la guerre populaire, même aujourd'hui alors qu'ils tentent de devenir plus trinitaires (Ji, 1999, chap. 1). A la fin des années 1970, les effectifs en service actif culminaient à 6,1 millions d'hommes avant de diminuer progressivement, les réductions les plus importantes ayant débuté en 1992 (Ji, 1999, p. 33). L'une des conséquences de ce processus a été l'officialisation de la réserve militaire. Antérieurement dominée par le Parti communiste chinois, elle est de plus en plus contrôlée par les forces armées elles-mêmes.

Si la transformation se réalise dans le cadre des engagements antérieurs envers la guerre populaire, elle ressemble de plus en plus aux opérations trinitaires traditionnelles. Comme exprimé dans le Livre blanc de la défense en 2000: «Associer les forces armées au peuple et pratiquer l'autodéfense avec l'ensemble du peuple. La Chine adhère au concept de la guerre populaire dans des conditions modernes et s'appuie sur l'association d'une armée de métier rationalisée et d'une force réserviste puissante pour la défense nationale» (République populaire de Chine, 2000, Chap. II). Par conséquent, les forces réservistes ont été officialisées et rationalisées.

Aujourd'hui, l'ALP comprend trois éléments de réserve. Chaque service armé entretient ses propres forces de réserve, actuellement estimées par l'Institut international des études stratégiques à un total de 800.000 hommes (IIS, 2005, p. 270). En outre, il existe deux milices nationales. La *milice primaire* est une force de réserve traditionnelle; elle comprend des détachements à réaction rapide, des détachements d'infanterie, des détachements techniques spécialisés et des détachements présentant des spécialités correspondantes. Cette milice primaire compte aujourd'hui 10 millions de personnes dans le pays» (République populaire de Chine, 2004, chap. VI). Celle-ci est soutenue par la milice ordinaire composée de six millions d'hommes. Selon des sources dignes de foi, cette dernière ne s'entraîne pas systématiquement avec des armes¹².

En tenant compte de l'ALP du milieu des années 1980, composée de six millions d'hommes en service actif et des unités de réserve totalisant 16 millions d'hommes, dont au moins dix millions peuvent être armés, la Chine pourrait avoir près de 41 millions d'armes à feu militaires [6 mio (4,8) + 10 mio (1,2)], ou une probabilité distribuée de 31 millions à 52 millions d'armes à feu militaires.

armées de guerre populaire de plus de 40%. L'utilisation d'un ratio d'estimation inférieur (4,8 au lieu de 6,1) réduit les estimations des armées de guerre de peuple de 20% supplémentaires. Ce nouveau résultat pourrait être erronément faible. Faute de témoignages plus probants, cette prudence semble toutefois justifiée.

Ces stocks importants ne sont souvent rien de plus qu'un *vestige stratégique* de plans de guerre oubliés. Bon nombre – sinon la majorité – des plus grands stocks d'armes légères militaires d'aujourd'hui ont été laissés par des gouvernements antérieurs, parfois dans des pays qui n'existent plus. Hérités de l'Union soviétique, de la Yougoslavie, ou d'autres régimes communistes, ces énormes stocks ne révèlent rien des intentions des gouvernements qui les détiennent aujourd'hui. Bien longtemps après que les pays aient abandonné la guerre populaire, la plupart de ces arsenaux historiques s'accumulent dans les stocks. Mais même si elles ne font qu'exprimer les effets pervers de la prudence, ces armes sont néanmoins bien réelles.

Dans le cas de l'Ukraine, il subsiste d'incroyables dépôts de munitions – estimés par l'OTAN et les forces armées ukrainiennes à 2,5 millions de tonnes de munitions et d'équipement – destinés à des préparatifs militaires d'un pays qui n'existe plus (Chivers, 2005). Après son indépendance en 1991, l'Ukraine n'a pas délibérément choisi de prendre en charge au moins sept millions d'armes légères militaires. Avec une institution militaire autorisée de 272.000 hommes (et un composant de réserve nominal de 1 million d'hommes, selon l'IISS), le pays n'a que faire de tant d'équipements. Sa doctrine militaire actuelle préconise la sécurité des frontières, le maintien de la paix et la sécurité collective par des soldats professionnels, non l'armement désespéré des campagnes pour repousser des envahisseurs inexistantes. Sa vaste collection d'armes légères était une charge superflue, à l'instar de l'industrie soviétique de missiles balistiques et le reste de ses innombrables stocks militaires.

L'exemple de la République tchèque est encore plus extrême, avec un stock militaire d'environ 500.000 armes légères et de petit calibre pour une armée qui compte moins de 50.000 hommes (Macha, 2003). La République tchèque a rejoint l'OTAN en 1999, suivie de la Bulgarie et de la Roumanie en 2004. Tous ces pays ont abandonné la stratégie de mobilisation massive depuis des années. La plupart des anciennes armes sont toujours là, prêtes à être exportées, volées ou même à faire l'objet d'une perte catastrophique.

Les stocks importants ne sont souvent rien de plus qu'un vestige de plans de guerre oubliés.

Les armées constabulaires: en patrouille à la maison

Bien qu'Hollywood inspire des visions divertissantes de pays parsemés de vastes entrepôts d'équipement militaire, ceux-ci relèvent en réalité plutôt de l'exception que de la règle. Pour les forces armées de nombreux pays, les capacités à grande échelle sont un rêve lointain. Bon nombre de pays conservent des institutions militaires relativement petites, en particulier dans les régions les plus pauvres de la planète ou dans les régions isolées des menaces d'attaques étrangères. Dans d'autres cas, les forces armées sont intentionnellement dépourvues d'hommes et de matériel pour se préserver des coups d'Etat et s'assurer qu'elles restent inférieures aux organisations de sécurité interne préférées politiquement (Quilivan, 1999). Il en résulte manifestement de nombreuses forces armées de taille réduite et armées au minimum comparées aux armées trinitaires ou de guerre populaire.

Ces *armées constabulaires* sont organisées non pas pour vaincre les forces armées d'autres pays mais pour préserver l'ordre national (Field, 2002-03). En l'occurrence, le terme est utilisé spécifiquement pour désigner tout service armé financé par l'Etat conçu non pas pour vaincre les ennemis étrangers mais pour maintenir la stabilité nationale et prévenir la rébellion. Dans la pratique, ces forces ressemblent aux gendarmeries ou à une police lourdement armée. Elles se distinguent, d'une part, par une faible quantité d'armes par soldat mais également par de petits stocks de grands systèmes d'armement. Ces derniers sont pour l'essentiel inutiles aux responsabilités opérationnelles dans lesquelles le combat n'intervient guère ou pas. Une armée constabulaire typique possède peu de bateaux, de chars, d'avions, de missiles et autres équipements de la guerre trinitaire. Elle n'a guère besoin des armes conçues pour vaincre les forces armées d'autres pays. Elle ne dispose pas non plus de généreux stocks d'armes légères destinés à une expansion soudaine, comme le requièrent les adeptes de la guerre populaire. En revanche, comme le montrent les exemples du tableau 2.6, elles tendent à s'équiper à des niveaux qui conviennent davantage à leur mission distinctive consistant à maintenir l'ordre national et à réprimer la rébellion.

Tableau 2.7 Exemples de stocks d'armes à feu dans les armées constabulaires

Pays	Personnel en service actif	Réservistes	Total des effectifs en uniforme	Total des armes à feu	Année	Ratio
Cambodge	166.000	38.000	204.000	390.000	1991	1,9
République centrafricaine	4.442	0	4.442	5.552	2003	1,3
Jamaïque	2.830	953	3.753	7.000	2004	1,9
Malaisie	110.000	46.600	156.100	290.000	1991	1,6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3.100	0	3.100	7.200	2004	2,3
Togo	6.950	0	6.950	12.850	2000	1,8
Venezuela	59.000	8.000	67.300	100.000	2004	1,5
Moyenne						1,9

Sources: voir tableau 2.4

Les armées de réserve: la défense par un entraînement mensuel

Les armées de réserve en Europe sont un cas particulier. Alors que la plupart des pays entretiennent une armée de réserve, généralement pour économiser de l'argent, ils basent leur sécurité militaire presque entièrement sur des réservistes (Roberts, 1976). La planification de leurs forces est essentiellement trinitaire, conçue pour défendre le territoire national contre l'invasion étrangère, généralement par des opérations centrées sur le réseau. Mais pour des raisons historiques et constitutionnelles, elles approchent le rendement adapté de un soldat pour un fusil. Le cas le plus extrême – la Suisse – n'a pas d'armée de métier, sauf pour l'administration. La plupart des autres armées basées sur les réservistes conservent un élément en service actif, généralement pour l'entraînement et les opérations internationales de maintien de la paix. Mais la colonne vertébrale de la défense nationale se compose d'une armée de réservistes bien plus importante, qui s'entraîne systématiquement pour entretenir ses aptitudes et reçoit des ordres courants.

Elle peut être techniquement sophistiquée, largement investie dans les systèmes d'armement importants et méticuleusement systématisée pour s'intégrer aux renforts de l'OTAN. Mais, en raison de la priorité accordée à la mobilisation rapide des réservistes, exclusivement pour la défense territoriale, ces pays ne présentent généralement qu'une capacité faible voire nulle de mobilisation complémentaire. La plupart ne disposent pas non plus d'armements excédentaires pour les renforts (voir tableau 2.8). Contrairement aux armées constabulaires, les armées de réserve sont

Tableau 2.8 Exemples de stocks d'armes à feu dans les armées de réserve

Pays	Personnel en service actif	Réservistes	Total des effectifs en uniforme	Total des armes à feu	Année	Ratio
Finlande	27.000	435.000	462.000	531.000	2003	1,1
Norvège	26.700	222.000	248.700	295.070	2000	1,2
Suède	27.600	262.000	289.600	920.000	1999	3,2
Suisse	4.400	170.600	175.000	324.484	2004	1,9
Moyenne						1,8

Sources: voir tableau 2.4

conçues principalement pour vaincre l'invasion étrangère, avec une doctrine bien développée qui mise sur les opérations centrées sur le réseau et les grands systèmes d'armement. Contrairement aux armées conçues pour la guerre populaire, elles ne prévoient pas une mobilisation massive sauf pour les réservistes officiellement désignés; les limites de leur potentiel de mobilisation sont claires.

LES TOTAUX MONDIAUX D'ARMES À FEU MILITAIRES

Appliquer les distinctions doctrinales susmentionnées aux 166 pays (tous les pays comptant plus de 400.000 habitants et qui possèdent une armée) permet d'établir une estimation mondiale du nombre d'armes à feu contrôlées par les armées du monde financées par l'Etat (voir tableau 2.9). Combinée aux stocks militaires déclarés officiellement, cette analyse en arrive à la conclusion que le monde compte au moins 200 millions d'armes à feu militaires officielles. Si on ventile ce chiffre pour compenser la marge d'erreur statistique (plus ou moins 25%), le total des armes à feu militaires semble évoluer dans une fourchette de 150 millions à 250 millions. Les procédures d'estimation utilisées ici pour les armées de guerre populaire sont prudentes, ce qui tend à suggérer que les totaux mondiaux réels sont probablement plus proches du paramètre supérieur.

Des estimations détaillées pour l'ensemble des 166 pays sont reprises en annexe 1. Bien qu'elles aient été négligées dans notre analyse en raison de difficultés de recherche pratiques, les armes légères détenues par les Etats peuvent être extrêmement nombreuses dans de très petits pays également (Muggah, 2005). Les petits pays ont été exclus en raison de leur nature hautement idiosyncratique; en réduisant la taille, les généralisations comme celles expliquées ici cessent d'être fiables. Comme l'illustre une analyse méthodique des micro-Etats de l'Océan pacifique, la taille de leurs forces armées et de leur armement est extrêmement difficile à prévoir. Parallèlement, la corrélation entre l'armée et les institutions de maintien de l'ordre a tendance à devenir de plus en plus obscure (Alpers et Twyford, 2003).

La distribution régionale des armes à feu militaires correspond étroitement à la distribution mondiale de la population; les armes légères militaires tendent à être plus nombreuses dans les régions où vivent la majorité des populations du monde. La dominance de l'Asie, qui abrite environ 47% des armes à feu estimées dans le monde, reflète directement la présence des deux pays les plus peuplés du monde et de nombreux autres grands pays. Il s'agit également d'une conséquence de l'importance historique de la doctrine de la guerre populaire dans les forces armées de plusieurs puissances d'Asie de l'Est, plus précisément de la Chine, de la Corée du Nord et du Vietnam. Toutefois, la planification de la sécurité en Asie de l'Est est surtout dominée par l'importance écrasante de l'Etat souverain et par la possibilité résiduelle d'un conflit entre Etats. Cette priorité stratégique mène directement à une accentuation doctrinale des armées de métier numériquement supérieures, à une échelle inégalée ailleurs dans le monde.

Tableau 2.9 Estimation des totaux d'armes à feu militaires par région

	Déclaré	Estimé	Combiné	% du total global
Amérique	3.295.502	10.286.328	13.581.830	7
Asie-Pacifique	967.200	93.777.734	94.174.534	47
Europe	11.627.550	62.302.738	73.930.288	37
Moyen-Orient	0	13.887.304	13.887.304	7
Afrique sub-saharienne	369.038	3.506.118	3.870.000	2
Total mondial	16.360.000	184.000.000	200.000.000	100

L'Europe abrite le second plus grand arsenal régional au monde, soit près de 37% du total mondial de toutes les forces armées nationales. Le rang élevé qu'occupent les arsenaux d'armes légères européens est plus surprenant. Cette réalité affaiblit les affirmations selon lesquelles la sécurité européenne préconise la résolution pacifique des conflits et les moyens non militaires associés à la sécurité humaine (Kagan, 2002). Si les gouvernements européens ont été au premier plan des campagnes internationales visant à détruire les surplus d'armes légères ailleurs, ils semblent avoir été moins rapides à éliminer leurs propres excédents.

D'autres régions, représentant environ 15% des totaux mondiaux, jouent des rôles nettement plus discrets dans la distribution des stocks militaires dans le monde. Le Moyen-Orient se démarque en raison de l'approche réaliste de ses forces armées, conçues pour servir les fins de guerre trinitaire ou de guerre populaire. Au total, le Moyen-Orient compterait environ quatre millions d'armes supplémentaires s'il n'y avait eu la chute de l'Irak en 2003 et la dissémination de l'arsenal militaire de l'ancien président Saddam Hussein parmi les civils (Annuaire sur les armes légères, 2004, p. 44-48). Les Amériques abritent de plus petites organisations militaires, soit parce que celles-ci s'approchent très fortement des opérations trinitaires (dans le cas des Etats-Unis) soit parce qu'elles sont structurées pour des rôles constabulaires (dans la plupart des pays des Caraïbes ou d'Amérique centrale et latine). La petite taille des stocks militaires des Etats africains est particulièrement étonnante si l'on considère les graves difficultés que rencontre ce continent en matière de sécurité. Ces deux phénomènes attestent de la faiblesse chronique des Etats africains.

Tableau 2.10 Proportions des différents types d'armes à feu militaires (dans quelques pays)

Pays	Année	Total	% fusils	% pistolets	% mitrailleuses	% autres armes à feu
Canada	2000	233.949	72	11	6	11
Allemagne de l'Est	1990	1.182.000	74	23	4	
Macédoine	2003	85.446	88		12	
Finlande	2003	531.000	97	2	1	
Norvège	2000	295.070	90	10		
Suisse	2001	695.000	90	10		
Togo	2001	12.850	74	9	3	13
Armée US	2005	1.357.616	68	14	11	7
Moyennes						
Tous pays			82	11	6	
Pays complets			72	14	6	10
Equivalent global			110-18 m	20-33 m	8-13 m	14-25 m

Remarques: les données de l'armée des Etats-Unis se rapportent exclusivement aux catégories d'armes de «l'armée en service». Les données macédoniennes ne comprennent pas les pistolets. Les données norvégiennes et suisses n'englobent pas les mitrailleuses ni les autres armes à feu. Les chiffres suisses datent de 2001 et diffèrent des données de 2004 utilisées dans le tableau 2.1. Ils sont utilisés ici en raison de leur niveau plus détaillé. La colonne «autres» armes à feu fait généralement référence aux fusils sniper militaires, aux fusils de chasse, aux mitraillettes et lance-grenades.

Sources: voir tableau 2.1

LES TYPES D'ARMES À FEU DANS LES STOCKS MILITAIRES

Les macro-analyses du total des armes à feu présentent au moins une lacune: elles donnent l'impression que les 200 millions d'armes à feu militaires dans le monde sont toutes identiques. La réalité est très différente. Les totaux mondiaux, régionaux et nationaux cachent de grandes divergences de type et de létalité. Plus grave encore, il n'y a aucun moyen de séparer systématiquement la proportion de mitrailleuses lourdes des mitrailleuses légères, les fusils totalement automatiques des fusils à un coup, les pistolets des revolvers et des mitraillettes. Les rapports sur les destructions de certains surplus militaires d'Europe de l'Est révèlent des quantités substantielles d'armements obsolètes (Faltas et Chrobok, 2004, p. 89). Ces armements ne sont pas inutiles; ils peuvent être revendus pour servir ailleurs et sont utilisables aisément dans le cadre du crime, du terrorisme ou des guerres intra-étatiques. Mais ils ne présentent pas les mêmes risques de revente ou d'utilisation illicite qu'un fusil Kalachnikov ou un pistolet Markov.

On peut en dire davantage sur les répartitions entre les types élémentaires d'armes à feu militaires. L'approche utilisée pour estimer la taille des stocks militaires officiels peut être utilisée pour répartir la proportion de fusils, d'armes de poing et de mitrailleuses. Les données de sept pays servent de base à l'extrapolation (voir tableau 2.10). Les répartitions des stocks ne sont complètes que pour cinq cas (Canada, Allemagne de l'Est, Finlande, Togo et armée des Etats-Unis) mais elles sont heureusement diversifiées. Elles offrent une base utile, bien qu'imprécise, pour la généralisation. Leur exemple donne à penser que les fusils composent environ trois-quarts des stocks d'armes militaires. En supposant que cette généralisation s'applique au niveau mondial, nous pouvons commencer à comprendre la répartition approximative des types d'armes dans l'arsenal militaire global. Sur le total de 150 à 250 millions d'armes à feu militaires existant aujourd'hui, on peut supposer qu'environ 112 à 183 millions sont des fusils automatiques et des types d'armes à verrou, plus anciennes. Environ 22 à 34 millions sont des pistolets et des revolvers, 9 à 14 millions sont des mitrailleuses et 16 à 25 millions sont d'autres types d'armes à feu comme des fusils de chasse, des lance-grenades et des mitraillettes.

Les autorités s'accordent à dire que la production totale d'AK-47 oscille entre 70 et 100 millions d'unités.

ESTIMATION DES STOCKS D'ARMES À FEU PAR LE BIAIS DES ESTIMATIONS DE PRODUCTION

La confirmation alternative de la méthode d'estimation des stocks expliquée ci-dessus vient de la comparaison avec la production de fusils automatiques. Les chiffres de la production calculés indépendamment fournissent un second angle de vue sur les stocks mondiaux. Les données relatives à la production reposent souvent sur l'analyse des numéros de série, une technique développée pour estimer la production de toutes sortes d'équipements militaires (Ruggles et Brodie, 1947). Même dans ce cas, elles ne sont complètes et fiables que pour les fusils automatiques militaires (voir tableau 2.11). Les données sur la production de pistolets existent mais sont plus difficiles à interpréter vu que les pistolets de type militaire sont également écoulés sur les marchés civils et des forces de l'ordre.

Les données sur la production et les stocks ne sont pas identiques, reflétant des ambiguïtés qui restent sans réponse. Cumulativement, les données sur la production indiquent une production d'environ 122 à 156 millions de fusils automatiques, à commencer par l'AK-47 en 1947, avec un total moyen de 141 millions. Ces chiffres soutiennent la comparaison avec une fourchette plus large de 112 à 180 millions de fusils dont l'existence peut être démontrée par les analyses de stocks (supra), soit environ 72% de l'ensemble des armes à feu militaires. La majeure partie des stocks mondiaux de fusils militaires comprend les AK-47 et leurs variantes. Bien qu'il n'existe aucune base de données précise, les autorités semblent s'accorder à dire que la production totale d'AK-47 en Union soviétique, en Chine et chez leurs alliés et clients oscille entre 70 et 100 millions depuis 1947 (voir tableau 2.11). Cette perspective de la production correspond largement à la conclusion qu'il existe au moins 200 millions d'armes légères militaires et probablement beaucoup plus.

Tableau 2.11 Production des principaux fusils automatiques militaires modernes

Type et variantes	Pays d'origine	Autres fabricants	Quantité produite	Base de l'estimation	Sources
AK-47	URSS	Autres	70.000.000–100.000.000	Numéros de série	McNab (2001, p. 7, 49), Novosti (2005), Small Arms Survey (2001, p. 62–63), Tretiakov (2005)
SKS	URSS	Chine	15.000.000	Numéros de série	Genovese (2002)
M16	Etats-Unis	Corée du Sud	12.000.000	Fabricant	Colt (2004), Tretiakov (2005)
G3	Allemagne	Iran, Pak., Turquie	7.000.000	Numéros de série	Nations unies (1997)
Type 63	Chine		6.000.000	Numéros de série	E. Ezell (1988, p. 104).
FAL	Belgique	Autr, Mex, RU, etc.	5.000.000–7.000.000	Numéros de série	Nations unies (1997)
M14	Etats-Unis		1.380.346	Achats	Jane's Information Group (2004, p. 73)
Stgw 90	Suisse		600.000	Rapports gov.	Correspondance de l'Etat major des forces armées suisses avec Small Arms Survey, le 5 décembre 2001, le 21 décembre 2001 et le 1er février 2002
Stgw 57	Suisse		600.000	Numéros de série	SAS 2002 (p. 78, 79), E. Ezell (1988, p. 347)
INSAS	Inde		528.000	Spécifications	Jane's Information Group (2004, p. 32)
F1	France		400.000	Achats	Jane's Information Group (2004, p. 26)
L85	Royaume-Uni		400.000	Achats	
AK5	Suède		250.000	Spécifications	Jane's Information Group (2004, p. 63)
Autres*			5.000.000	Estimation	Small Arms Survey (2001, pp. 62–63)
Total			124.000.000–156.000.000		

* Les exemples comprennent des fusils automatiques comme AUG, GETME, Galil, R4/5, et SIG 540.

Si les proportions des types d'armes à feu modernes dans les stocks militaires, tel qu'expliqué ci-dessus, sont appliqués à la production, il est possible d'estimer la production totale des armes à feu militaires modernes (voir tableau 2.12). L'ajout des quantités proportionnées d'autres types d'armes de poing militaires et de mitrailleuses corrobore une production globale de 200 millions d'armes à feu militaires. Ce résultat est identique à l'estimation basée sur les stocks, mais tout aussi incomplet. A ce total, il faut également ajouter les grands nombres de fusil à coup unique (à verrou), les revolvers, les anciennes mitraillettes conservées dans de nombreux arsenaux nationaux. De la sorte, l'estimation basée sur la production soutient la conclusion que l'approche basée sur les stocks développée ci-dessus tend à sous-estimer les stocks effectifs.

Tableau 2.12 Estimation des stocks mondiaux d'armes à feu militaires sur base de la production (en millions)

Type	Proportion de la production (%)	Production totale estimée	Paramètre bas	Paramètre haut
Fusils automatiques	72	141	105	175
Pistolets	13	27	21	34
Mitrailleuses	6	12	9	16
Autres armes à feu	9	20	15	25
Total	100	200 m	150 m	250 m

Sources: basé sur les proportions de production du tableau 2.10

Il est impossible d'estimer le nombre d'armes à feu obsolètes dans de nombreux stocks.

Plusieurs conditions sont réunies. Une proportion inconnue de ces armes n'existe plus. Bon nombre ont été détruites ou irrémédiablement endommagées au fil des ans par l'usure, la casse ou un stockage dans de mauvaises conditions, ou perdues au champ de bataille. Plusieurs millions d'armes ont été détruites dans le cadre de programmes officiels de destructions de surplus. Une part significative de fusils automatiques – au moins plusieurs centaines de milliers – n'appartiennent pas aux forces armées mais à des services nationaux de maintien de l'ordre, dont la police et les gendarmeries. Dans certains pays, en particulier au Moyen-Orient et aux Etats-Unis, la détention de fusils automatiques par des civils est légale. On estime à environ trois millions le nombre de civils américains qui détiennent des fusils automatiques de type militaire¹³. Par ailleurs, il demeure impossible d'estimer avec précision une grande catégorie d'armes à feu militaires. Il s'agit des grandes quantités d'armes à feu obsolètes, non automatiques, toujours conservées dans de nombreux stocks militaires, comme l'ont révélé de récents programmes de destruction en Bulgarie et en Roumanie. Pour une estimation complète, il conviendrait de déduire l'ensemble des armes automatiques qui n'appartiennent pas (ou plus) aux forces armées pour toutes les raisons énumérées ci-dessus et d'ajouter les armes non automatiques obsolètes.

LES PLUS GRANDS STOCKS MILITAIRES

La liste des principaux stocks d'armes à feu militaires révèle la concentration de stocks globaux parmi une poignée de pays (voir tableau 2.13). Avec un total estimé à 128 millions d'armes à feu militaires, le top dix des pays contrôle environ les deux-tiers (63%) du total mondial. Le top 20 abrite environ trois-quarts (environ 155 millions) de toutes les armes à feu militaires détenues par les Etats.

La liste des principaux arsenaux d'armes légères militaires ne correspond pas formellement à un classement orthodoxe de la puissance nationale; les Etats-Unis ne se classent pas dans le top dix, la France ne se trouve que dans le top 20 tandis que le Royaume-Uni n'y apparaît pas du tout. En revanche, la doctrine de combat semble dominer les hiérarchies mondiales; les pays qui misent sur des forces terrestres importantes ou sur des stratégies de mobilisation massive peuplent les rangs des puissances en armes légères militaires. Ces stratégies favorisent les pays à forte démographie. Bien qu'il n'y ait pas de correspondance exacte entre la population et les stocks d'armes militaires, ce n'est pas un hasard si trois des cinq pays les plus peuplés au monde figurent dans le top dix des stocks militaires (la Chine, l'Inde et la Fédération russe). La position inférieure des Etats-Unis est une autre illustration de sa doctrine militaire distincte, qui met l'accent sur la guerre centrée sur le réseau par le biais des munitions sophistiquées plutôt que sur les opérations d'infanterie massive.

En dépit du classement du top 20, les estimations des stocks ne sont pas suffisamment fiables pour soutenir une comparaison directe des pays possédant des stocks vaguement comparables. Elles ne permettent qu'une notion de

Tableau 2.13 Les 20 plus grands arsenaux militaires d'armes à feu (estimation)*

Pays	Rang	Nombre d'armes à feu estimé ou confirmé	Paramètre bas	Paramètre haut
Chine	1	41.000.000	31.000.000	52.000.000
Fédération russe	2	30.000.000	22.000.000	37.000.000
Corée du Nord	3	14.000.000	9.000.000	16.000.000
Vietnam	4	9.800.000	7.400.000	12.000.000
Corée du Sud	5	7.100.000	5.300.000	8.900.000
Ukraine	6	7.000.000	7.000.000	7.000.000
Inde	7	6.300.000	4.700.000	7.800.000
Taiwan	8	5.000.000	3.800.000	6.300.000
Turquie	9	4.400.000	3.300.000	5.500.000
Iran	10	3.700.000	2.800.000	4.600.000
Total combiné du top 10		128.000.000	96.000.000	157.000.000
Rép. fédérale d'Allemagne	11	3.100.000	2.400.000	3.900.000
États-Unis	12	3.054.553	3.054.553	3.054.553
Italie	13	3.000.000	2.200.000	3.700.000
Pakistan	14	2.900.000	2.200.000	3.600.000
Egypte	15	2.700.000	2.000.000	3.400.000
Cuba	16	2.600.000	2.000.000	3.300.000
France	17	2.400.000	1.800.000	3.000.000
Pologne	18	2.300.000	1.700.000	2.800.000
Indonésie	19	2.200.000	1.600.000	2.700.000
Brésil	20	2.100.000	1.600.000	2.600.000
Total combiné du top 20		155.000.000	117.000.000	189.000.000

* Par ordre décroissant, arrondi à deux chiffres significatifs.

Source: annexe II

taille relative. Cette méthodologie ne permet pas de définir si c'est l'Iran ou l'Inde par exemple qui possède effectivement le plus grand stock des deux. Néanmoins, l'approche est suffisamment précise pour conclure que la taille de leurs arsenaux d'armes légères présente une échelle similaire. Bien qu'on ne puisse dire lequel de ces pays possède le plus grand stock, les deux font manifestement partie des dix pays du monde présentant les plus grands stocks d'armes à feu militaires.

Bien sûr, la quantité n'est pas la qualité. Il n'est pas facile d'établir une généralisation à propos du type d'arme qui prédomine dans les armées de chaque pays. Les stocks des réservistes, en particulier, peuvent être largement constitués d'équipements anciens ou obsolètes, la majorité étant du rebut dont les unités en service actif ne veulent plus après

une modernisation. Les principaux stocks semblent inclure des proportions substantielles d'anciennes mitraillettes et de fusils actionnés manuellement (à verrou). Bien que les preuves soient peu probantes, il semble que les stocks de pays qui présentent de grandes structures de réserve, associés aux stratégies de guerre populaire, détiennent souvent des quantités considérables d'armes plus anciennes. Les meilleures preuves viennent des programmes de désarmement financés par l'étranger qui en général reçoivent surtout des armes obsolètes à détruire.

TRANSPARENCE: VAINCRE L'INERTIE BUREAUCRATIQUE

Les différents types de données sur les stocks militaires et les stocks des forces de l'ordre utilisés dans ce chapitre – déclarés et estimés – permettent d'illustrer l'état de la transparence mondiale sur les armes à feu. L'un des points les plus importants qui ressort de cette analyse est la proportion relativement faible d'armes légères militaires dont l'existence a été officiellement déclarée par leurs gouvernements (voir tableau 2.14). Ces déclarations sont un outil unique pour évaluer la transparence. Sur une estimation prudente de 200 millions d'armes à feu militaires, seules 16.360.000 d'armes ont été officiellement déclarées, soit environ 8% de l'ensemble des armes à feu militaires. Il s'agit d'une autre expression de l'obstacle le plus important à la compréhension et la prise de décision, à savoir le manque manifeste de transparence sur les stocks officiels.

Avant 2000, pratiquement aucun pays ne communiquait publiquement de données sur le total de ses stocks d'armes légères militaires. Aujourd'hui, plus de 20 pays révèlent ce type d'informations. Le principal obstacle à la transparence officielle reste sans aucun doute la classification secret défense. De nombreux pays refusent de répondre aux enquêtes d'étude ou les ignorent. Mais bon nombre ne s'embarrassent pas de telles préoccupations. Un groupe aussi divers que la Bulgarie, le Canada, la République centrafricaine, la Jamaïque, la Macédoine, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Serbie et les Etats-Unis n'ont pas hésité à fournir des données officielles (voir tableaux 2.1 et 2.4). En général, c'était en réponse à une enquête d'étude. Leur bonne volonté montre que les données sur les armes légères ne sont pas toujours classées comme très secrètes. En revanche, le principal obstacle à cette diffusion d'information semble être le manque de communication avec les autorités de contrôle, celles qui sont légalement responsables des armes à feu militaires.

Tableau 2.14 **Transparence régionale relative aux armes à feu militaires***

Région	Total estimé	Paramètre bas	Paramètre élevé	Confirmé	Total combiné	Pourcentage approximatif confirmé
Amérique	10.286.328	7.714.746	12.857.910	3.295.502	13.600.000	24
Europe	62.302.738	46.727.054	77.878.423	11.627.550	73.900.000	16
Afrique sub-saharienne	3.506.118	2.629.589	4.382.648	369.038	3.870.000	10
Asie-Pacifique	93.777.734	70.333.300	117.222.167	967.200	95.000.000	1
Moyen-Orient	13.887.304	10.415.478	17.359.130	0	14.000.000	0
Total global	184.000.000	138.000.000	23.000.000	16.360.000	200.000.000	8

* classé par proportion d'armes à feu militaires publiquement déclarées.

Encadré 2.2 Les obstacles bureaucratiques à la transparence: les points de contact nationaux

Comme l'apprend rapidement tout étudiant en politique publique: «de votre situation dépend votre position». Les points de vue et les priorités des services affectent la mise en œuvre de toutes les questions politiques. Il en va de même pour les rapports sur les armes légères.

Suivant les termes du *Programme d'action des Nations unies* de 2001, les gouvernements ont entrepris de créer un point de contact national (PCN), qui sera «chargé de la liaison avec les autres Etats pour les questions liées à [sa] mise en œuvre (Assemblée générale des Nations unies, 2001, para. II.5). Il y a une tendance à désigner les PCN à partir des ministères des Affaires étrangères. C'est le cas de 61 d'entre eux, dont presque tous les PCN les plus actifs (Kytömäki, 2004, p. 27). Ceci permet d'utiliser efficacement les compétences développées par le biais des processus onusiens et encourage les rapports nationaux systématiques au sein de l'ONU. Mais la tendance influence le processus d'établissement de rapports.

Au lieu de traiter l'ensemble des problèmes des armes légères de manière globale, le recours aux ministères des Affaires étrangères favorise l'accentuation des aspects de politique étrangère de ces questions. Autrement dit, les rapports nationaux ne soulignent souvent que les activités en cours à l'étranger. Les questions nationales – hors de la compétence d'un ministère des Affaires étrangères – reçoivent nettement moins d'attention. Seuls 23 pays sur 122 possédant un PCN attribuent cette responsabilité à un ministère qui exerce une *responsabilité de surveillance* ou un contrôle effectif sur les grands stocks d'armes légères (Kytömäki, 2004, p. 27). Vu que les fonctionnaires qui constituent le PCN ne sont généralement pas chargés de la politique nationale en matière d'armes légères et ne reçoivent pas automatiquement les informations relatives aux stocks, la plupart des pays ne signalent que les grandes lignes de leur situation nationale en matière d'armes légères, et parfois ne se donnent même pas cette peine.

L'orientation des rapports vers les Affaires étrangères détourne involontairement l'attention de nombreux aspects très importants des armes légères. Les ministères des Affaires étrangères n'ont généralement pas d'accès direct aux informations sur les stocks d'armes légères détenus par les armées ou les services du maintien de l'ordre. Les questions adressées aux PCN sur ces sujets dans le cadre d'études sont souvent accueillies par un honnête «Nous n'en savons rien».

Pour établir un rapport sur ces questions, les PCN doivent requérir la coopération d'autres organes gouvernementaux, en particulier le ministère de la Défense, les services armés, le ministère de l'Intérieur et les services d'ordre. Anticipant cette difficulté, le *Programme d'action* encourage la coopération inter-agences (para. II.4).

La segmentation bureaucratique explique la tendance des rapports nationaux à souligner les activités de désarmement internationales¹⁴. Ces dernières sont l'un des domaines où les ministères des Affaires étrangères ont des responsabilités opérationnelles. Les données nationales sur les armes légères tendent à faire l'objet de rapports moins systématiques, reflétant le mandat du PCN et les limites pratiques de la coordination entre les institutions.

Encadré 2.3 Inconnues inconnues: les failles des rapports internationaux

Malgré l'importance des données sur les stocks et les inventaires pour une gestion nationale efficace, il n'existe aucun mécanisme de rapport international normalisé permettant d'établir des statistiques sur les armes légères et de petit calibre. L'absence d'un tel système de rapport systématique entrave la transparence, dissimule les stocks excédentaires, crée des obstacles à l'établissement de priorités dans le cadre de la gestion des stocks internationaux et peut même décourager l'établissement de rapports.

La gestion des stocks est un thème prépondérant du *Programme d'action des Nations unies* de 2001. Bien qu'il n'aborde pas explicitement l'établissement de rapports systématiques, ce point semble être une exigence implicite pour satisfaire son mandat de gestion des stocks, y compris la nécessité «de veiller... à ce que l'armée, la police et tout autre organe autorisé à détenir des armes légères définissent des normes et procédures appropriées et détaillées de gestion et de sécurisation de leurs stocks. Ces normes et procédures porteront, entre autres sur les points suivants: ... Inventaire et tenue des registres» (Assemblée générale des Nations unies, 2001, para. II.17).

Des directives légèrement plus détaillées sont stipulées dans certains accords régionaux. L'une des spécifications les plus systématiques relatives aux rapports sur les stocks figure dans le *Document de l'OSCE sur les armes légères et de petit calibre* de 2000. Il appelle les Etats membres à partager des informations sur les *armes légères excédentaires*, soulignant «la catégorie, la sous-catégorie et la quantité d'armes légères qui ont été identifiées comme des surplus et/ou saisies et détruites sur leur territoire durant l'année civile précédente» (OSCE, 2000, para. IV.E.1). Ces rapports ne circulent toutefois qu'entre les Etats membres de l'OSCE.

L'absence de structure internationale pour encourager la transparence est une faiblesse notoire du régime des armes légères. Ni le *Programme d'action* ni un quelconque instrument régional n'exige de rapports systématiques sur les données des stocks. Il n'existe pas non plus de mécanisme visant à faciliter le partage spontané de données. Même lorsque les gouvernements veulent rendre ces données publiques, il n'est pas évident qu'ils puissent le faire. Dans le passé, certains gouvernements ont parfois présenté des données sur les armes légères sous la catégorie «divers» du Registre des Nations unies sur le Commerce des armes ou les ont partagées avec des organisations de recherche non gouvernementales en vue d'une publication. Les chiffres relatifs aux destructions apparaissent par intermittence dans les rapports nationaux sur la mise en œuvre du *Programme d'action* mais sans autres détails sur les stocks. Si les gouvernements individuels peuvent en faire davantage de leur propre initiative, un rapport systématique n'est probablement pas possible sans un engagement international plus clair.

Pour ces pays, le principal problème semble être des réticences bureaucratiques à l'établissement de rapports (voir encadré 2.2). Vu que personne en particulier n'est chargé de publier ces données, d'une manière générale rien ne se fait. Les fonctionnaires qui détiennent les rôles les plus utiles, les Points de contact nationaux, désignés dans le cadre du *Programme d'action de 2001* (Assemblée générale des Nations unies, 2001), tendent à se concentrer dans les ministères des Affaires étrangères. Ceci explique la tendance des rapports nationaux à souligner les aspects *externes* de la politique relative aux armes légères, leur domaine de prédilection. Manquant d'autorité sur les questions *intérieures*, comme les stocks militaires nationaux, les Points de contact nationaux leur accordent moins d'attention.

Aucun accord international actuel n'impose d'obligations d'établir des rapports complets sur les stocks (voir encadré 2.3). La clé d'une meilleure transparence en matière d'armes légères militaires réside dans la mise en place d'un mécanisme international de *rapports systématiques*. Sans demande, les motivations resteront faibles. Un tel mécanisme, même s'il repose entièrement sur la bonne volonté, pourrait favoriser la transparence et encouragerait la coopération en créant une base à cet effet. L'établissement de rapports est plus susceptible de s'imposer s'il est structuré par des *autorités de surveillance*, des institutions gouvernementales qui exercent un contrôle physique sur les armes. Si ce problème des armes légères, comme beaucoup d'autres, peut être trop complexe pour être réglé par des panacées, un mécanisme de rapports systématiques impliquant des autorités de contrôle offre la meilleure promesse d'un progrès en matière de transparence.

CONCLUSION: TRANSPARENCE ET ANTICIPATION

Que le risque provienne du ruisseau de vols, de chapardages et de pertes individuelles à petite échelle, ou du torrent de pertes catastrophiques, le contrôle des stocks d'armes légères appartenant aux gouvernements reste une gageure fondamentale. Les armes aux mains des civils, réparties entre des millions de propriétaires, disparaissent généralement par petites quantités à la fois. Les armes légères appartenant aux gouvernements sont concentrées aux mains d'un nombre limité de propriétaires et peuvent être déplacées en grandes quantités. Elles représenteront toujours une cible tentante pour les vols, les détournements et les ventes douteuses. Pire, le contrôle des arsenaux d'Etat peut se désintégrer totalement, inondant la société de centaines de milliers, voire de millions d'armes.

Ces risques augmentent la nécessité d'une plus grande *transparence* afin d'identifier les surplus et de mettre en place des *actions anticipatives* – notamment la destruction des surplus et l'amélioration de la sécurité – pour éliminer les risques les plus évidents.

Codifié dans la Charte des Nations unies, le principe d'autodéfense justifie l'acquisition d'outils d'autodéfense par les Etats. Ce chapitre a illustré l'importance des responsabilités qui accompagnent ce droit. A la lumière de la taille de leurs stocks, représentant au moins 200 millions d'armes à feu de type militaire et au moins 26 millions d'armes entre les mains des forces de l'ordre, la gestion et le contrôle sont des aspects essentiels de la sécurité nationale et internationale.

Une meilleure gestion des stocks est un thème majeur du *Programme d'action* de 2001 et un objectif de la politique étrangère de nombreux pays. Les pertes catastrophiques de stocks importants ont presque toujours lieu de manière inattendue. Comme l'ont révélé les exemples examinés dans l'introduction, les anciennes sociétés socialistes et autoritaires sont particulièrement sujettes à ces pertes catastrophiques. Bien que le *Programme d'action* s'applique à tous les Etats membres de l'ONU, l'attention se tourne naturellement vers les plus affectés. Les démocraties établies ne sont toutefois pas à l'abri des pertes et des détournements de stocks à petite échelle. Ce chapitre illustre l'importance d'accorder davantage d'attention aux armes légères officielles de *chaque* Etat.

La transparence et les mesures préventives sont des outils complémentaires susceptibles de réduire considérablement les risques liés aux stocks. Bien que précieuses individuellement, elles s'avèrent particulièrement efficaces conjointement pour réduire les risques liés aux stocks. Il se peut que ces efforts ne suffisent pas à protéger les individus contre l'usage arbitraire ou illicite des arsenaux d'Etat. Mais elles peuvent contribuer à s'assurer que la population ne souffre pas de leurs effets involontaires.

Les techniques utilisées dans ce chapitre révèlent la taille et la répartition approximative des stocks gouvernementaux d'armes légères, mais il ne s'agit là que d'un premier pas. En fournissant un aperçu de la situation sur le terrain, de l'architecture du paysage mondial des armes légères, il peut contribuer à promouvoir un débat mieux éclairé. Ces débats ne peuvent toutefois être soutenus que par une amélioration de la coopération et de la transparence officielles. Des mesures concrètes requièrent des informations concrètes.

La clé de la transparence réside dans la mise en place d'un mécanisme international de rapports sur les stocks.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

KPA	Armée populaire coréenne	PAP	police armée populaire (Chine)
-----	--------------------------	-----	--------------------------------

NOTES

- 1 Les annexes 1 et 2 peuvent être consultées sur <http://www.smallarmssurvey.org/publications/yb_2006.htm>
- 2 Contrairement à la police ordinaire, la PAP opère sous l'autorité conjointe de la Commission militaire centrale et du ministère de la Sécurité publique. Son personnel est systématiquement armé, et s'affiche souvent muni de mitrailleuses ou de fusils d'assaut. Le rôle de cet armement lourd semble avoir été renforcé par son expansion dans les années 1990. Cette croissance provient essentiellement du transfert massif des unités touchées par le démantèlement de l'ALP et réaffectées à la PAP. Bien que l'on suppose que la police chinoise ordinaire soit armée au taux ordinaire de 1,4 armes par officier, il est pratiquement certain que le taux la police armée populaire soit l'équivalent de nombreuses forces armées, soit environ 2,3 armes à feu par personne (Tanner, 2002, p. 600).
- 3 Les données sur les destructions sont détaillées dans les rapports nationaux respectifs établis dans le cadre des réunions biennales des Etats membres des Nations unies pour les années 2003 et 2005.
- 4 Je souhaiterais remercier le col. Antulio J. Echevarria II (Armée des Etats-Unis) pour avoir attiré mon attention sur ces citations de von Clausewitz.
- 5 Communication privée avec Bruce Stout, août 2005.
- 6 «Il y a ceux qui disent: 'Je suis un fermier' ou 'Je suis un étudiant', 'Je peux parler de littérature mais pas des arts de la guerre.' C'est inexact. Il n'y a pas de différence profonde entre le fermier et le soldat. Il faut avoir du courage. Il vous suffit simplement de quitter votre ferme pour devenir soldat. Que vous soyez fermier ne fait aucune différence et si vous avez une formation, tant mieux. Lorsque vous prenez vos armes en main, vous devenez des soldats; lorsque vous êtes organisés, vous devenez des unités militaires.» (Mao Tsé-Toung, chap. 5)
- 7 L'utilisation des niveaux d'effectifs contemporains les plus élevés expliquent la différence entre les estimations de ce chapitre et les estimations inférieures basées sur les niveaux de troupes actuels. Un exemple de ces derniers se trouve dans Fernandes *et al.* (2005, p. 113-16).
- 8 «Songun Chongchi [l'Armée d'abord]». <<http://www.globalsecurity.org/military/world/dprk/songun-chongchi.htm>>
- 9 «The offense». <<http://www.globalsecurity.org/military/world/dprk/doctrine-offense.htm>>
- 10 Des chiffres légèrement différents sont rapportés par Minnich (2001, p. 8).
- 11 «PLA Reserve Forces». <<http://www.globalsecurity.org/military/world/china/pla-reserve.htm>> (accentuation ajoutée).
- 12 «PLA Reserve Forces». <<http://www.globalsecurity.org/military/world/china/pla-reserve.htm>>, citant Mulvenon et Yang (2002).
- 13 Extrapolé à partir des données pour la Californie et le New Jersey (Jacobs, 2002, p. 150, 162).
- 14 Le problème général de la segmentation bureaucratique des informations et des responsabilités est un thème important abordé par Allison et Zelikow (1999). Voir également: Halperin (1985).

BIBLIOGRAPHIE

- Allison, Graham et Philip Zelikow. 1999. *The Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*, 2^e éd. New York: Longman.
- Alpers, Philip. 2005. *Gun-running in Papua New Guinea: From Arrows to Assault Weapons in the Southern Highlands*. Genève: Small Arms Survey. Juin.
- et Conor Twyford. 2003. *Small Arms in the Pacific*. Genève: Small Arms Survey, mars.
- Assemblée générale des Nations unies 2001. *Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects («Programme d'action des Nations unies»)*. Le 20 juillet. Reproduit dans le document ONU A/CONF.192/15, 9-20 juillet.
- Bermudez, Joseph S., Jr. 2001. *The Armed Forces of North Korea*. Londres: I. B. Tauris.
- Butagira, Tabu et Jamal Abdi Yumbe. 2005. «86 militiamen escape with guns». *The Monitor* (Kampala). 2 mai.
- Chivers, Chris J. 2005. «Ill-secured Soviet Arms Depots Tempting Rebels and Terrorists». *New York Times*. 16 juillet.
- Clapano, Jose Rodol. 2004. «35,000 of 117,000 Cops Gunless», *Philippine Star*. 17 décembre.
- von Clausewitz, Carl. 1831/1991. *Vom Kriege*, 19^e éd. Bonn: Dümmler.
- van Creveld, Martin. 1991. *The Transformation of War*. New York: Free Press.
- Colt. 2004. «Colt Challenges Rivals' Illegal Marketing Practices». *Colt Defense News*. Communiqué de presse. Hartford, CT: Colt Defense Inc. 21 avril.
- . 2005. *Colt Defense Inc., Registration Statement Under the Securities Act of 1933*. Washington, DC: United States Securities and Exchange Commission. 3 juin.
- Curtis, G. E. 1990. *Yugoslavia: A Country Study*. Washington, DC: Federal Research Division, Library of Congress.
- Ezell, Edward C. 1988. *Small Arms Today: Latest Reports on the World's Weapons and Ammunition*, 2^e éd. Londres: Arms and Armour Press.
- Ezell, Virginia. 1995. *Report on International Small Arms Production and Proliferation*. Alexandria, VA: Institute for Research on Small Arms in International Security (IRS AIS).
- Faltas, Sami et Vera Chrobok. Ed. 2004. *Disposal of Surplus Small Arms: A Survey of Policies and Practices in OSCE Countries*. Bonn: Bonn International Center for Conversion, British American Security Information Council, Saferworld et Small Arms Survey. Juin.

- Fernandes, Ruben Cesar *et al.* 2005. *Brazil: The Arms and the Victims*. Rio de Janeiro: Viva Rio.
- Field, Kimberly C. et Robert M. Perito. 2002-03. «Creating a Force for Peace Operations: Ensuring Stability with Justice». *Parameters*, vol. 32. Hiver, p. 77-87.
- Fifield, Anna. 2005. «Pyongyang is Stepping Up its Nuclear Might, Seoul Claims». *Financial Times*. 5-6 février, p. 2.
- Fitchett, Joseph. 1990. «Paris Says it Joined NATO "Resistance"». *International Herald Tribune*. 13 novembre, p. 7.
- Florquin, Nicholas et Shelly O'Neill Stoneman. 2004. «A House isn't a Home Without a Gun»: *SALW Survey, Republic of Montenegro*. Belgrade: SEESAC et Small Arms Survey.
- Galbraith, Peter. 2005. «Last Chance for Iraq». *New York Review of Books*. 6 octobre, p. 22.
- Genovese, Mark. 2002. «Captured SKS» *Small Arms Review*, vol. 6, n° 1. Octobre, p. 27-28.
- Goldsmith, Paul. 2005. «Disarming Pastoralists: Kenya Cannot Go It Alone». *East African* (Nairobi). 23 mai.
- Gorjanc, Milan. 2000. «Small Arms and Light Weapons—Possible Contribution to the Stability Pact for Southeastern Europe». Document de conférence non publié. Ljubljana, le 27 janvier.
- Gould, Chandré et Guy Lamb, éd. 2004. *Hide and Seek: Taking Account of Small Arms in Southern Africa*. Pretoria: Institute for Security Studies. Octobre.
- Gounev, Philip, Emil Tsenkov, Bernardo Mariani et Larry Attree. 2004. *Weapons Under Scrutiny: Implementing Arms Export Controls and Combating Small Arms Proliferation in Bulgaria*. Londres: Saferworld. Avril.
- Grillot, Suzette R., Shelly O. Stoneman, Hans Risser et Wolf-Christian Paes. 2004. *A Fragile Peace: Guns and Security in Post-conflict Macedonia*. Genève: Small Arms Survey. Juin.
- Halperin, Morton H. 1985. «Organizational Interests». Dans Daniel J. Kaufman, Jeffrey S. McKittrick et Thomas J. Leney, éd. *U.S. National Security: A Framework for Analysis*. Lexington, MA: D.C. Heath, p. 201-32.
- Holtom, Paul, Henry Smith, Bernardo Mariani, Simon Rynn, Larry Attree et Juliana Sokolová. 2005. *Turning the Page: Small Arms and Light Weapons in Albania*. Londres: Saferworld. Décembre.
- IISS (International Institute for Strategic Studies). 2004. *The Military Balance 2004-2005*. Oxford: Oxford University Press.
- . 2005. *The Military Balance 2005-2006*. Londres: Routledge.
- Jacobs, James B. 2002. *Can Gun Control Work?* Oxford: Oxford University Press.
- Jahn, George. 2005. «Iran is Quietly Stockpiling High-Tech Small Arms». *Associated Press*. 25 mars.
- Jane's Information Group. 2002. *Jane's Infantry Weapons, 2002-2003*. Coulsdon, Surrey: Jane's Infantry Group.
- Ji You. 1999. *The Armed Forces of China*. Londres: I. B. Tauris.
- Justiedepartementet. 1999. *Regeringens Proposition 1999/2000:27, En Skaerpt Vapenlagstiftning*. Stockholm.
- Kagan, Robert. 2002. «Power and Weakness». *Policy Review*, n° 113. Juin-juillet, p. 3-29.
- Khakee, Anna et Nicolas Florquin. 2003. *Kosovo and the Gun: A Baseline Assessment of Small Arms and Light Weapons in Kosovo*. Genève: Small Arms Survey, mars.
- Kirkup, James. 2005. «Army Admits Ten Guns Missing». *The Scotsman*. 5 novembre.
- Kwo'n Kyo'ng-pok. 2005. «Release of North Korean War Plan Draws Suspicions». *Choson Ibo* (Séoul). 6 janvier.
- Kytömäki, Elli et Valerie Yankey-Wayne. 2004. *Implementing the United Nations Programme of Action on Small Arms and Light Weapons*. Genève: UNIDIR.
- Macha, Richard. 2003. Présentation au séminaire sur les armes légères de l'OSCE à Bucarest. 24-26 février.
- Mao Tse-Tung. 1965. *Problems of Strategy in Guerrilla War Against Japan*. 3e éd. Traduit de *The Selected Works of Mao Tse-tung, vol. II*. Pékin: Foreign Languages Press.
- McNab, Chris. 2001. *The AK47*. St. Paul, MN: MBI Publishing.
- Metz, Steven. 1994-95. «A Wake for Clausewitz: Toward a Philosophy of 21st-Century Warfare». *Parameters*, vol. 24, n° 4. Hiver, p. 126-32.
- Minnich, James M. 2001. *North Korean Tactics*. Fort Leavenworth, KS: United States Army Command and Staff College. Septembre.
- Muggah, Robert. 2005. *Securing Haiti's Transition: Reviewing Human Insecurity and the Prospects for Disarmament, Demobilization, and Reintegration*. Genève: Small Arms Survey. Novembre.
- Mulvenon, James C. et Andrew N.D. Yang, éd. 2002. *People's Liberation Army as Organization*. Santa Monica: RAND.
- Nassauer, Otfried. 1995. «An Army Surplus—The NVA's Heritage», dans Edward J. Lawrence et Herbert Wulf, éd. *Coping with Surplus Weapons: A Priority for Conversion Research and Policy*. Bonn: Bonn International Center for Conversion Research. Juin.
- North Korea Country Handbook*. 1997. MCIA-2630-NK-016-97. Quantico, VA: United States Marine Corps Intelligence Activity. Mai.
- Novosti*. 2004. «Over 178,000 Units of Various Arms Registered with Russian Interior Ministry as Missing». 21 décembre.
- . 2005. «Famous Kalashnikov to Unveil Advanced Weapons in Minsk». 11 mai.
- ONU (Organisation des Nations unies). 1997. *Rapport du Secrétaire général sur les armes légères et de petit calibre avec l'aide du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères et de petit calibre*. A/52/298 du 27 août.
- . 1998. *Report of the Evaluation Mission to Albania*, 11-14 juin 1998. New York: Nations unies.
- OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Forum sur la coopération en matière de sécurité. 2000. *Document de l'OSCE sur les armes légères*. 24 novembre. FSC.DOC/1/00. <<http://www.osce.org/docs/english/fsc/2000/decisions/fscw231.htm>>

- Paret, Peter. 1976. *Clausewitz and the State*. New York: Oxford University Press.
- Pierard, Louis. 2005. «NZ Staring Down UN's Gun Barrels». *Hawke's Bay Today*. 28 mai.
- Polyakov, Leonid. 2005. *Aging Stocks of Ammunition and SALW in Ukraine: Risks and Challenges*. Bonn: Bonn International Conversion Centre. Février.
- Quinlivan, James T. 1999. «Coup-proofing: Its Practice and Consequences in the Middle East». *International Security*, vol. 24, n° 2. Octobre, p. 131-65.
- République de Corée. 1999. *North Korea Military*. Séoul: Services de renseignements nationaux.
- République populaire de Chine. 2000. *China's National Defense in 2000*. Pékin: Bureau d'information du Conseil d'Etat. <<http://www.china.org.cn/english/2000/Oct/2791.htm>>
- . 2004. *China's National Defense in 2004*. Pékin: Bureau d'information du Conseil d'Etat. <<http://www.china.org.cn/english/2004/Dec/116032.htm>>
- Roberts, Adam. 1976. *Nations in Arms: Theory and Practice of Territorial Defence*. New York: Praeger.
- Ruggles, Richard et Henry Brodie. 1947. «An Empirical Approach to Economic Intelligence in World War II». *Journal of the American Statistical Association*, vol. 42. Mars, p. 72-91.
- Rynn, Simon, Philip Gounev et Thomas Jackson. 2005. *Taming the Arsenal: Small Arms and Light Weapons in Bulgaria*. Belgrade: South Eastern Europe Clearinghouse for the Control of Small Arms and Light Weapons (SEESAC) – Centre pour le contrôle des armes légères en Europe du Sud-Est. Mars.
- Small Arms Survey. 2001. Oxford: Oxford University Press. *Annuaire sur les armes légères 2001: Gros plan sur les armes légères*. Bruxelles, GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité).
- . 2002. *Annuaire sur les armes légères 2002: Evaluer le coût humain*. Bruxelles, GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité).
- . 2003. *Annuaire sur les armes légères 2003: Impasse sur le développement*. Bruxelles, GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité).
- . 2004. *Annuaire sur les armes légères 2004: Droits en péril*. GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité). www.smallarmssurvey.org
- . 2005. *Annuaire sur les armes légères 2005: Au cœur des conflits*. GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité). www.smallarmssurvey.org
- Solholm, Rollev. 2004. «The Police Directorate Requests Heavier Arms». *Norway Post* (Baerum). 26 septembre.
- Stratfor.com. 2001. «Venezuela – Contributing to Regional Violence». 4 juin.
- Swissinfo. 2004. «Sale of Army Weapons Triggers Heated Debate». 20 octobre.
- Tanner, Murray Scott. 2002. «The Institutional Lessons of Disaster: Reorganizing the People's Armed Police after Tiananmen». Dans James C. Mulvenon et Andrew N. D. Yang. 2002.
- Taylor, Zachary, Charlotte Phillips et Srdjan Bogosavljevic. 2005. *Living with the Legacy: Small Arms and Light Weapons Survey Republic of Serbia*. Londres: Saferworld. Mars.
- Tretiakov, Yuri. 2005. «The Kalashnikov Does Not Miss». *Trud*. 21 mai, p. 1-2. Traduit dans *Defense and Security* (Moscou), le 25 mai 2005.
- US GAO (United States General Accounting Office). 2003. *Firearms Controls. Federal Agencies Have Firearms Controls, but Could Strengthen Controls in Key Areas*. GAO-03-688. Washington, DC: GAO. Juin.
- Villacres, Edward J. et Christopher Bassford. 1995. «Reclaiming the Clausewitzian Trinity». *Parameters*, vol. 25, n° 3. Automne, p. 9-19.
- Wilkinson, Adrian. 2005. *South Eastern Europe—Estimates of Weapons Possession (Edition 1)*. Belgrade: SEESAC, le 28 février.
- Wille, Christina. 2005. *How Many Weapons Are There in Cambodia?* Document de travail. Genève: Small Arms Survey.
- Xu Hu. 2005. «Déclaration de M. Xu Hu, ministre de la Sécurité publique, à l'Atelier des Nations unies sur les armes légères et de petit calibre». Pékin. 19 avril.
- Yemen Observer* (San'a). 2005. «Yemen said linked to guns in Saudi attack». 12 octobre.
- Zivalj, Husein. 2001. Déclarations de M. Husein Zivalj, ambassadeur, Représentant permanent de la Bosnie-Herzégovine auprès des Nations unies, à la Conférence des Nations unies sur le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, New York, le 10 juillet.

REMERCIEMENTS

Principal auteur

Aaron Karp